

M 04249 - 56 - F: 1,20 €

Femmes en marche! Femmes en luttés!
Manifestation nationale
PARIS 12 JUIN
République (DR)

Interview de **Nelly Martin**, porte-parole de la coordination française de la Marche mondiale des femmes.
REGARDS PAGE 2



Le gouvernement est en pleine propagande sur les **retraites**. Retrouvez leur campagne et la nôtre.
NPARGUMENTS PAGES 6 & 7



Le film **Hors-la-loi** présenté au festival de Cannes fait l'objet d'une campagne raciste de la droite et de l'extrême droite.
PARLONS-EN PAGE 10

TOU**T** est à nous!

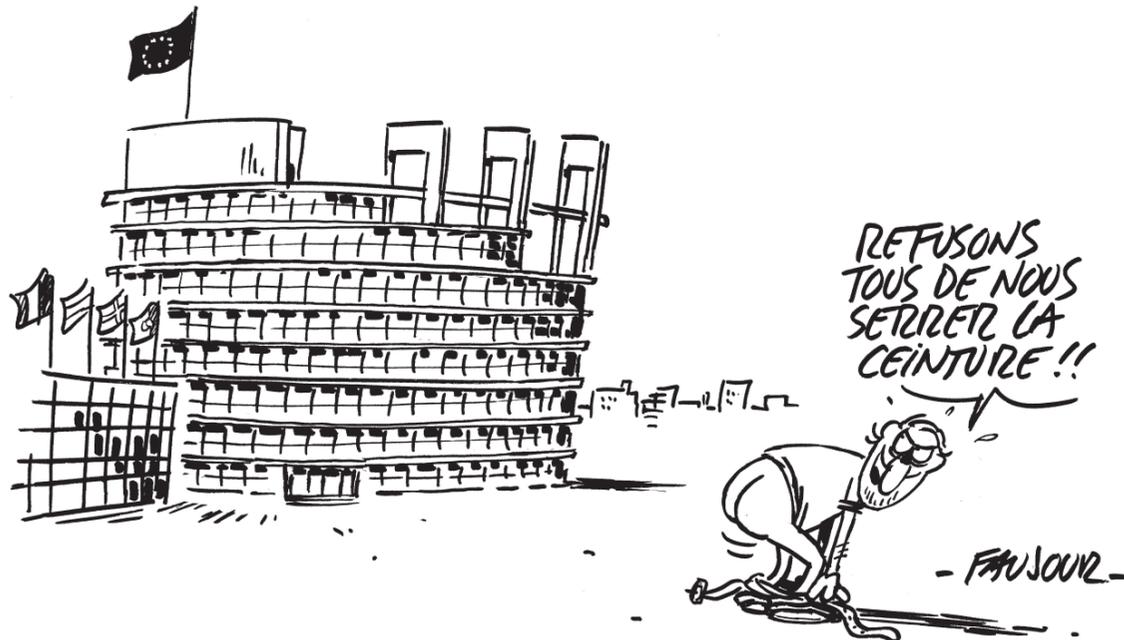
HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

20 MAI 2010 | N°56 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

CRISE EN EUROPE

COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ

NON À LA POLITIQUE DE TRIQUEUR



En France comme en Europe, les gouvernements enchaînent les attaques antisociales : gel des salaires, diminution du nombre de fonctionnaires, etc.

Ln Grèce, à l'attaque contre les services publics de santé et d'éducation s'ajoutent la baisse puis le gel des salaires des fonctionnaires, la « simplification » des licenciements dans le privé, l'augmentation de la TVA qui frappe principalement les couches populaires. Et, pour faire bonne mesure, une nouvelle vague de privatisation. Au Portugal, un premier plan d'austérité organisait la diminution du nombre de fonctionnaires, le gel de leurs salaires et le plafonnement de certaines

prestations sociales. Un second plan vient d'être annoncé, axé sur l'augmentation de l'impôt sur le revenu et le relèvement de la TVA. En Espagne, les salaires des fonctionnaires sont également dans la ligne de mire: selon le niveau, ils seront abaissés de 5 à 15%, puis gelés les années suivantes. La revalorisation des pensions de retraite est également gelée et diverses primes (dont les 2500 euros « d'aide à la naissance ») sont supprimées. En Roumanie, les injonctions du FMI se traduiront par une baisse de 25% des salaires dans la

fonction publique et une diminution de 15% des retraites et des allocations chômage. La crise actuelle agit comme un révélateur impitoyable et constitue une véritable « leçon de choses ». Première leçon : alors que banques et multinationales sont responsables de la crise financière, les États ont massivement volé à leur secours, sans contrepartie et avec l'argent des contribuables. Deuxième leçon : le crime (économique) paie.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

LGBTI UNE LUTTE INTERNATIONALE

Le 17 mai a eu lieu la journée annuelle de lutte contre l'homophobie et la transphobie. L'occasion de rappeler tous les combats à mener pour les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexuées (LGBTI), partout dans le monde. Les LGBTI sont toujours victimes d'inégalités, d'oppression, et comme pour toutes les victimes de discriminations, la crise capitaliste ne fait que renforcer ces oppressions. Que ce soit dans le cadre familial, public, étatique, médical, les discriminations envers les LGBTI sont loin d'être terminées. **LIRE PAGE 5**

THAÏLANDE ÉTAT DE GUERRE À BANGKOK



Les affrontements entre le gouvernement et le Chemises rouges ont déjà fait plusieurs dizaines de morts depuis le 13 mai. En particulier, le responsable en charge de la sécurité du camp de Rachaprasong, où sont retranchés les Chemises rouges, a été tué par un sniper d'une balle dans la tête. Le gouvernement continue de refuser des élections anticipées et le jeu démocratique semble grippé dans le pays. La situation est d'autant plus incertaine que des décennies de répression ont décimé les partis du mouvement ouvrier, ce qui explique l'apparition de ce mouvement hétérogène que sont les Chemises rouges. **LIRE PAGE 8**

VOILE INTÉGRAL LOI DÉMAGOGIQUE ET INEFFICACE

En voulant à tout prix faire passer la loi dite « antiburqa », le gouvernement tente de faire oublier sa politique antisociale, récupérer les voix de l'extrême droite et détourner l'attention de la population des vrais problèmes. Il se sert ainsi du voile intégral pour stigmatiser les musulmans et discriminer un peu plus les femmes contraintes de le porter. **LIRE PAGE 3**



édito

Par **Sandra Demarcq**

TOUS EN GRÈVE LE 27 MAI!

Le gouvernement vient de rendre public un document d'orientation sur la réforme des retraites. Sous prétexte de «sauver» notre système de retraites par répartition, ce document continue de développer les contre-vérités afin de mieux le détruire et encourager la capitalisation et les fonds de pensions. Pour le gouvernement, la seule façon de sauver notre système de retraites est de reculer l'âge de départ et d'allonger la durée de cotisation. Woerth et Sarkozy nous réservent les mêmes vieilles recettes qui n'ont qu'une seule conséquence depuis plus de 20 ans : la baisse drastique du montant des pensions. Pour permettre à certaines organisations syndicales de valider la contre-réforme, le gouvernement propose de créer une «contribution supplémentaire de solidarité sur les hauts revenus et les revenus du capital». Cette proposition n'a pour seul but qu'éviter la véritable solution : s'attaquer à la répartition des richesses. C'est pour cela qu'ils refusent clairement d'augmenter les cotisations patronales et les salaires. Même si ce document n'est pas encore le projet de loi, qui sera présenté début juillet au conseil des ministres, il nous renseigne sur les grandes lignes de la contre-réforme à venir. Si l'on veut bloquer l'offensive du gouvernement, cela suppose un rapport de forces, une mobilisation sociale, un mouvement d'ensemble s'appuyant sur la partie combative du mouvement syndical et les salariés. Cette contre-réforme s'inscrit totalement dans le plan de rigueur que veut nous imposer le gouvernement pour nous faire payer leur crise. La journée de grève et de manifestations du 27 mai ne doit donc pas rester une date confidentielle comme c'est actuellement le cas dans de nombreux secteurs. Cette date doit être une étape dans la construction de la mobilisation et doit être réussie. Les comités unitaires locaux sur les retraites doivent mobiliser afin qu'un maximum de jeunes, de salariés du privé comme du public, de retraités, de privés d'emploi et de précaires affichent leur détermination pour faire reculer ce gouvernement.

20 MAI, DÉBAT, MONTREUIL. Le NPA vous invite à une rencontre avec Cédric Durand, économiste et animateur de la revue *Contretemps*, auteur de *Le capitalisme est-il indépassable?* RV à 20 heures, Salle Jean-Lurçat, 5, place du Marché (M° Croix-de-Chavaux).

20 MAI, CHÔMEURS, NANCY. Piquet de grève des «chômeurs, précaires et autres CAF-ar-des». RV à 17 heures, place Maginot, Nancy.

20 MAI, RETRAITES, VITRY. Réunion débat sur les retraites. En présence de Caroline Mécarry (Fondation Copernic, Catherine Mills (économiste), Léon Crémieux (syndicaliste)... RV à 20 heures, Salle Robespierre, dalle Robespierre à Vitry.

21 MAI, LGBTI, PARIS. À l'occasion de

la journée internationale contre l'homophobie et la transphobie (lire p. 5), le NPA organise une réunion publique. RV à partir de 18 heures au bar Le Lieu Dit, rue Sorbier, Paris 20° (M° Ménilmontant ou Gambetta).

29 MAI, SERVICES PUBLICS, PARIS. Le NPA participera au Printemps des services publics. RV de 11h30 à 18h30, place de la Bataille-de-Stalingrad, Paris 19° (M° Jaurès).

29 MAI, IVG, BORDEAUX. Rassemblement et manifestation unitaire contre les anti-IVG. RV à 12h30, place de la Comédie.

29 MAI, PAS DE BÉBÉS À LA CONSIGNE, NATIONAL. Manifestation nationale des professionnelles de la

petite enfance, à l'appel du collectif Pas de bébés à la consigne. À Paris, RV à 14h30 à Luxembourg.

30 MAI, MANIF, DECAZEVILLE. Manifestation pour le maintien de la chirurgie et de la maternité à Decazeville. RV à 16h30 au jardin Public.

4 JUIN, LIVRE, PARIS. Présentation de *Droites conservatrices, nationales et ultras* par l'auteur, Jacques Leclerc. Il s'agit de la suite du *Dictionnaire de la mouvance droitiste et nationale*. RV à 19 heures, Librairie L'Harmattan, 21 bis, rue des Écoles, Paris 5° (M° Maubert-Mutualité).

5 JUIN, FÊTE DU NPA, NANCY. Le comité manufacture du NPA de Nancy organise une fête du NPA : projection-

débat, meeting, librairie, etc. RV de 14h30 à minuit, salle Jacques Brel, espace Prévert, 5 rue du Vivarais, Vandœuvre-lès-Nancy (Brabois).

5 JUIN, SANTÉ, PARIS. Manifestation commune aux trois maternités menacées dans l'Est parisien : Saint-Antoine, les Bluets et Tenon (lire p. 3). RV à 11 heures à la maternité de Tenon.

9 JUIN, RETRAITES, BESANÇON. Conférence-débat «Retraites : en finir avec le catastrophisme», organisée par Les Amis du *Monde diplomatique* et le Comité de défense des retraites de Besançon. Avec Pierre Concialdi, économiste, membre du comité scientifique d'Attac. RV à 20h30, Salle Battant.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Nelly Martin (DR)

MMF « TANT QUE TOUTES LES FEMMES NE SERONT PAS LIBRES, NOUS MARCHERONS! »

Depuis le 8 mars, la troisième Marche mondiale des femmes contre les violences et la pauvreté¹ a commencé. Partout dans le monde, des militantes réfléchissent, débattent, écrivent des textes, élaborent des revendications, définissent leurs priorités et manifestent dans les rues pour faire entendre, encore et toujours, la voix des femmes, leurs forces et leurs exigences. Parmi elles, Nelly Martin, porte-parole de la coordination française.

La Marche mondiale des femmes (MMF), qu'est-ce que c'est? Depuis quand existe-t-elle?

L'idée a été lancée fin 1998 par des féministes québécoises. Elles proposaient de créer un mouvement féministe mondial antipatriarcal, antilibéral et anticapitaliste. Vu le nombre de pays qui ont répondu à cet appel (82 en 2000) et le succès des marches de 2000 et 2005, cela correspondait à un vrai besoin, je crois. Pour nous, être en marche exprime l'idée d'avancer librement, sans contraintes ni empêchements. Nous sommes en marche pour dire la force des femmes organisées de manière collective, avec des expériences, des cultures politiques, des origines différentes, mais qui poursuivent un objectif commun : dépasser l'ordre actuel injuste qui engendre violences et pauvreté. Notre marche exprime également notre solidarité internationale et le fait que nous sommes vigilantes vis-à-vis des situations vécues par les femmes dans toutes les régions du globe.

Quelles sont les thèmes de la Marche en 2010?

Cette année, nous avons travaillé sur quatre champs d'action : biens communs et services publics ; paix et démilitarisation ; travail des femmes et autonomie financière ; violences envers les femmes. La diversité de nos thèmes prouve que la MMF souhaite partager ses préoccupations avec des associations et organisations moins acquises a priori à la question du droit des femmes. Nous travaillons ensemble sur des textes et des propositions de revendications.

Quelles sont les spécificités et les enjeux de la MMF cette année en France?

Il y a la crise, bien sûr, dont le système capitaliste se fait fort de profiter pour rogner un peu plus nos acquis. Les prétendues solutions que veulent y apporter nos gouvernements pourraient rendre la situation des femmes encore plus critique qu'elle ne l'est aujourd'hui, en aggravant la précarisation, le chômage et la privatisation des services publics, notamment. Nos droits acquis sont en très grand danger! Pensons aux fermetures de centres d'IVG qui menacent le droit des femmes à avorter dans de bonnes conditions et dans les délais. Pensons aux essais de casse du service public de

la petite enfance : crèches, maternelles... Pensons aux attaques sur les retraites, déjà bien maigres pour une majorité de femmes abonnées aux emplois les moins bien payés et les plus précaires. Combien de femmes pauvres en plus, à faire les fins de marché, alors qu'elles auront travaillé toute leur vie, dans et hors la maison. Pensons aussi aux violences faites aux femmes, alors qu'une loi est en passe d'être votée à l'Assemblée nationale, une loi poussée par le Collectif national Droits des femmes, qui représente sans doute une avancée mais oublie les moyens financiers permettant son application. Nous devons aussi nous battre contre la montée des intégrismes religieux en réaffirmant notre attachement à la laïcité, seule capable de garantir le respect des droits et des libertés des femmes.

Quelles sont les échéances prévues?

En France, nous aurons un événement en trois parties à Paris les 12 et 13 juin : un forum national «Femmes en marche, femmes en luttes», à la salle des fêtes de Montreuil, du samedi matin au dimanche après-midi ; une manifestation nationale le samedi à 16 heures, place de la République ; un concert et banquet féministe à partir de 18 h 30, place de Stalingrad. L'action européenne de la MMF se tiendra le 30 juin, à Istanbul, en Turquie. Il y aura un forum de discussion traitant des quatre champs d'action de la Marche, des expositions sur les luttes des femmes turques et kurdes, des actions auprès des médias et une manifestation à 19 heures dans les rues d'Istanbul.

La mobilisation mondiale de clôture se tiendra en Afrique, à Bukavu en République démocratique du Congo (RDC), un pays rongé par les conflits guerriers et où la situation des femmes a depuis longtemps atteint l'intolérable. La coordination congolaise propose deux journées consacrées à des débats sur les quatre thèmes, une journée de foire pour la souveraineté alimentaire, une journée de marche contre la guerre et pour la paix. Les activités comprendront la plantation d'arbres et l'inauguration d'un mémorial en hommage aux femmes victimes de la violence en RDC, surtout à celles enterrées vivantes dans le territoire de Mweda (Kasika). Des délégations limitées par pays se rendront au Congo pour atteindre environ 1 000 femmes, mais il semble maintenant qu'il pourrait y avoir plus de monde. La délégation européenne est de 40 femmes dont six françaises.

1. Le site français : www.mmf-france.fr
Le site mondial : www.mmf2010.info

Femmes en marche! Femmes en luttes!

Manifestation nationale
PARIS 12 JUIN
16h Place de la République

*
suivie d'une Fête et d'un Banquet féministe
Place de
Stalingrad



*
12-13 juin
Forum
national
Salle des Fêtes
Montreuil (93)

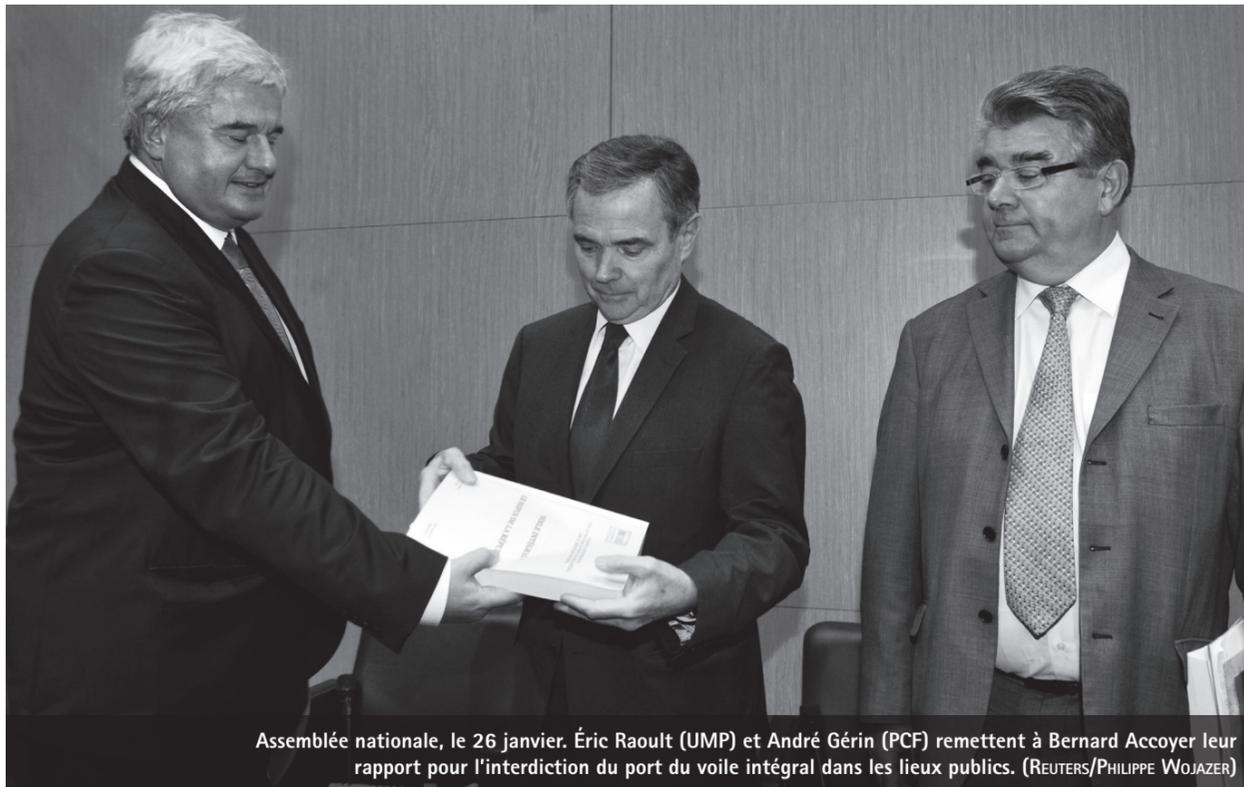
COLLECTIF MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES 2010
www.mmf-france.fr - marchefemmes@netnet.org

© Tou Test



VOILE INTÉGRAL UNE LOI DÉMAGOGIQUE ET INEFFICACE

Bien qu'hostiles au voile intégral, nous refusons la loi Sarkozy, démagogique, inutile, et discriminatoire.



Assemblée nationale, le 26 janvier. Éric Raoult (UMP) et André Gérin (PCF) remettent à Bernard Accoyer leur rapport pour l'interdiction du port du voile intégral dans les lieux publics. (REUTERS/PHILIPPE WOJAZER)

Malgré l'avis négatif du conseil d'État, Sarkozy persiste et signe dans sa volonté de faire adopter par le Parlement une loi visant à interdire le port du voile intégral en France. Pourquoi cet entêtement, cette précipitation à réformer? La «laïcité et la République» sont-elles à ce point mises en danger alors que tout le monde s'accorde à dire que cette interprétation fondamentaliste de l'Islam ne concerne que quelques centaines de femmes en France? En vérité, le gouvernement UMP cherche à retrouver de la légitimité, après la raclée des régionales. Il cherche, dans la foulée du débat sur l'identité nationale, à ressouder son électorat, à séduire à nouveau celui du Front national. Le «tout sécuritaire» pour masquer l'injustice sociale, le racisme pour diviser les classes populaires confron-

tées à la crise, voilà la recette de la droite. Le procédé est aussi grossier que vieux comme le monde. Chaque fois que la crise menace de souder la masse des victimes contre la poignée de responsables, la figure du bouc émissaire resurgit. Derrière cette politique se dissimule par amalgames successifs une stigmatisation de tous les musulmans, assimilés à des intégristes. C'est une des formes du racisme. Elle s'ajoute à l'oppression et à la précarité pour des millions de jeunes, de travailleurs et de chômeurs. Le refus de l'instrumentalisation est un argument qui suffirait à lui seul pour s'opposer à cette loi. Mais même du point de vue des motivations «officielles», défendre l'oppression dont sont victimes ces femmes est pour le moins contreproductif. On n'émancipe pas par la force. Le fait divers de l'automobiliste portant le niqab verbalisée à

Nantes préfigure les dérapages qui vont avoir lieu alors même que la loi n'a pas été votée. Brice Hortefeux a demandé la déchéance de la nationalité française de l'époux de l'automobiliste, déversé dans tous les médias les préjugés racistes classiques sur la polygamie ou les allocations familiales comme seule ressource de «ces familles». Quant aux intégristes musulmans, cela leur a permis de se victimiser, d'en profiter pour développer leur propagande pour la charia. Le voile est une forme d'oppression des femmes. La burqa et le niqab sont au cœur d'un projet fondamentaliste et intégriste contradictoire en tous points avec nos valeurs. Mais c'est d'abord en luttant toutes ensemble pour le droit à disposer de leur corps que les femmes s'émancipent. Ce gouvernement ose invoquer les droits des femmes alors que le droit à l'avortement, à un véritable emploi, à une

retraite complète, est remis en cause par les politiques libérales et que l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes est entretenue. Ce gouvernement ose invoquer la laïcité alors qu'il subventionne largement l'enseignement privé confessionnel. Alors que les arguments ne manquent pas pour s'opposer clairement à cette loi, le PS tergiverse, ce qui accroît les marges de manœuvre du pouvoir. Notre combat est celui de la solidarité. Solidarité avec les femmes qui ne veulent pas qu'on leur impose le port d'un voile, quel qu'il soit. Et solidarité avec les victimes de toutes les formes de racisme et d'exclusion. Et c'est aussi celui de l'unité du monde du travail face à ceux qui précarisent, licencient, exploitent et discriminent.

Fred Borras

CRISE EN EUROPE

SUITE DE LA PAGE 1

Renforcés par ce véritable détournement de fonds publics, spéculateurs et «marchés financiers» s'attaquent maintenant aux États les plus affaiblis et exigent de véritables plans de régression sociale. Troisième leçon: les principaux États européens finissent par décider un plan «d'aide à la Grèce» qui vise, en fait, à garantir le remboursement des emprunts accordés par les banques européennes. En contrepartie, c'est l'austérité pour le peuple grec. Mais pas question de rogner sur le budget militaire grec: il faut bien que les entreprises d'armement, notamment françaises, continuent leur business! Quatrième leçon: rien ne peut éteindre durablement la soif de profit. Après une brève montée, les Bourses baissent à nouveau, «justifiant» un nouveau tour de vis contre les dépenses publiques. Cinquième leçon: on ne se méfie jamais assez de l'avis des peuples. Ainsi a surgi la proposition hallucinante de la Commission européenne: contrôler les budgets des différents États avant leur vote par les Parlements nationaux! Rarement les maîtres de l'Europe capitaliste auront signifié aussi crûment le mépris dans lequel ils tiennent assemblées élues et autres vestiges démocratiques. Sixième leçon: pour porter ses mauvais coups, le système peut toujours compter sur le dévouement des dirigeants sociaux-démocrates. En Grèce, au Portugal et en Espagne, ce sont des gouvernements «socialistes» qui mettent en œuvre l'austérité exigée par l'Union européenne et le FMI, dirigé par le «socialiste» Strauss-Kahn. En France, à l'Assemblée nationale, les députés PS ont approuvé le plan de racket de la Grèce proposé par la droite... Septième leçon: loin de jouer un rôle de solidarité et de protection, l'Union européenne et le FMI sont bien les machines de guerre contre les travailleurs et les peuples que dénoncent les anticapitalistes. L'ampleur de la crise comme la brutalité des attaques et leur dimension au moins continentale exigent évidemment des réponses à l'échelle de l'Europe. En France, l'offensive antisociale se déploie essentiellement dans deux directions: la «réforme» des retraites et la baisse des dépenses publiques. Sur les retraites, semaine après semaine, de rapports orientés en ballons d'essai, le gouvernement distille les mesures qu'il compte prendre et qui, toutes, visent à reporter l'âge du départ à la retraite et, surtout, à baisser le niveau des pensions. Quant à la «conférence sur les déficits publics» prévue cette semaine, elle poursuit un double objectif: «justifier» de nouveaux démantèlements des services publics et rejeter une partie de la responsabilité de la situation sur les régions. En France comme en Europe, nous sommes en train de passer de mesures de rigueur à la «thérapie de choc». Ses effets sont pourtant connus: partout où cette thérapie a été appliquée, elle s'est traduite par une aggravation de la crise, la destruction de l'économie, l'augmentation de la dépendance et, bien sûr, de véritables catastrophes sociales. Il n'est que temps d'organiser la contre-offensive!

François Coustal

et aussi

RÉCEPTION CHEZ LA MARQUISE. Pari réussi pour le collectif de l'Appel et la pioche: près de 600 personnes sont venues le 15 mai chez la Marquise de Sévigné, place des Vosges à Paris, pour le Plan de relance contre la précarité. De 11 heures à minuit, le squat de Jeudi noir a accueilli des ateliers, projections, débats et concerts, ainsi qu'une quinzaine d'associations, organisations, partis, collectifs et syndicats autour du thème de la précarité. Qu'est-ce qu'un désobéisseur? Comment organiser des pique-niques dans les supermarchés? Comment s'organiser la lutte des sans-papiers? Quels aspects revêt la précarité dans le domaine de la santé? «Chômeur» peut-il être un statut? Pourquoi et comment les femmes sont-elles les premières victimes de la précarité? Comment user des médias sans se faire abuser? Quelle alternative politique contre la précarité? Ce dernier débat rassemblait les représentants de la gauche anticapitaliste: Clémentine Autain (Fase), Ian Brossat (PCF), Éric Coquerel (PG), Guillaume Davranche (AL) et Anne Leclerc (NPA). Si des divergences de point de vue demeurent, tous les

participants de cette journée festive et militante sont bien décidés à mettre la précarité «hors-la-loi».

SOUTIEN À CHRISTIAN. Jeudi 6 mai, Christian Agon, syndicaliste CGT d'IBM, accompagné par une cinquantaine de soutiens, s'est présenté devant la cour d'appel de Paris devant juger l'annulation de son licenciement par le conseil des prud'hommes, contestée par la direction du groupe informatique. La direction d'IBM a contesté l'évidence de la candidature de Christian sur les listes CGT malgré sa désignation au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), sa participation à la campagne du syndicat pour les élections professionnelles et la campagne de soutien animée par la CGT pour s'opposer au harcèlement dont il était victime. Mais le jugement pourrait se déplacer sur le terrain de la procédure puisque le statut juridique d'IBM, société par actions simplifiées (SAS), ne permettait pas à un chef de service de licencier Christian. De son côté, la direction d'IBM met en cause la compétence territoriale de

la cour d'appel. Le verdict est attendu le 3 juin. La vigilance des militants présents et de tous ceux qui ont apporté leur soutien à Christian ne sera pas de trop face aux coups tordus de la direction d'IBM.

HALTÉ À LA CASSE DE LA SANTÉ! Le collectif pour la sauvegarde de la maternité de Saint-Antoine (Paris 12^e) et le collectif unitaire pour la réouverture du centre d'IVG de Tenon (Paris 20^e) organisent une manifestation le samedi 5 juin à 11 heures (voir agenda p. 2) pour alerter la population et montrer leur résolution face à l'atteinte aux droits des femmes et à la casse de l'hôpital public. Les dernières informations fournies par le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) confirment la volonté de faire disparaître la maternité de Saint-Antoine, de rouvrir le centre d'IVG de Tenon uniquement pour l'IVG médicamenteuse et de menacer une partie de la pédiatrie de Trousseau (Paris 12^e), avec suppression de personnels.



LYCÉE L'ESTAQUE DISCRIMINATION À LA FORMATION

Un casier vierge, des papiers en règle et des tests urinaires pour entrer dans un bac professionnel public.

LE LYCÉE professionnel et technologique régional L'Estaque est un établissement situé dans l'un des quartiers les plus populaires de Marseille: le plus au nord des quartiers nord. Ce lycée d'insertion qui accueille des publics difficiles propose depuis 2006 un bac professionnel sécurité prévention qui prépare aux métiers de la sécurité: pompier, police, personnel pénitentier ou vigile. Durant les deux années de formation, les élèves font des stages chez les pompiers, dans la police, dans la police des airs et des frontières... Or, cette année, les rectorats des académies accueillant ce bac (et le CAP correspondant) ont donné l'autorisation de mettre en place des entretiens préalables avec les futurs élèves afin de donner une bonification de 8 000 points à ceux qui sauront satisfaire à quelques critères. Une partie des enseignants a immédiatement dénoncé une sélection à peine déguisée.

En effet les critères sont scandaleux et discriminants. Dans le domaine des capacités physiques, sachant que l'on s'adresse à des enfants de 14 à 15 ans, il faut désormais mesurer au minimum 1,60 mètre, avoir une bonne vue, pouvoir faire des pompes (dix pour les garçons, cinq pour les filles). Ces critères ne sont pas les mêmes selon les académies.

À cela s'ajoute un entretien sur les motivations. Quelles questions seront posées? Comment mesurera-t-on la motivation des candidats? Comment mesurera-t-on le dynamisme d'un candidat assis sur sa chaise? Autant de questions posées par les élus CGT, à qui l'on a répondu: «ce sera la surprise!» Comment lutter contre les possibles délits de faciès? Les inspecteurs répondent: «Faites confiance à vos collègues!» Or, dernière surprise, dans les jurys sont présents des policiers et des pompiers appelés «partenaires».

Enfin, si le candidat a répondu à toutes ces attentes, il doit encore constituer un dossier avec un extrait de casier vierge, avoir des papiers en règle... et à son entrée en première, il devra faire un test urinaire pour détection de substances illicites!

Finalement, une cinquantaine d'élèves sur 248 dossiers obtiennent les 8 000 points. La sélection a eu lieu! Aucune possibilité d'appel, aucun recours possible.

Ainsi apparaissent des filières dites «d'élite» dans un lycée qui, à la prochaine rentrée, verra son nombre d'heures d'enseignement diminué alors que le nombre d'élèves augmente.

Emmanuelle Johsua

1. Voir sur le site du lycée: www.lyc-estaque.ac-aix-marseille.fr



Les Écureuils en grève. (DR)

CAISSE D'ÉPARGNE GAGNER UNE GRÈVE, C'EST POSSIBLE!

Premières réflexions sur la victoire des Écureuils d'Île-de-France, après un mois de grève.



Les salarié-e-s grévistes de la Caisse d'épargne d'Île-de-France (CEIDF) viennent de remporter une victoire sans précédent au terme de quatre semaines d'un conflit étonnant, exemplaire et surtout riche d'enseignements et d'espoirs pour l'ensemble du monde du travail. Le directoire de la CEIDF, qui avait misé sur le pourrissement, a dû reculer et satisfaire l'essentiel des revendications: aucun licenciement contraint dans le cadre du Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), 10 millions d'euros d'intéressement supplémentaires et le paiement de cinq journées de grève proratisées. Le conflit a pour toile de fond un ras-le-bol qui puise sa source dans une intensification du travail liée à des objectifs commerciaux démesurés, sans oublier l'annonce début 2010 d'un PSE pré-

voyant plus de 500 suppressions d'emplois (soit 10% de l'effectif de l'entreprise). Mais la raison essentielle réside dans la baisse considérable des éléments de rémunération aléatoires des salariés au titre de 2009: -90% sur l'intéressement et -50% sur la part variable, conséquence des pertes énormes de Natixis. Dès le 13 avril, à l'appel de Sud (premier syndicat de l'entreprise) et de la CGT, rejoints ensuite par le syndicat unifié, le personnel de la Caisse d'épargne d'Île-de-France s'est mis en grève.

D'emblée, le mouvement a surpris par sa détermination, son inventivité et son dynamisme. Des assemblées générales ont réuni quotidiennement près de 300 grévistes. Deux jeudis noirs ont littéralement paralysé l'entreprise les 29 avril et 6 mai en rassemblant à chaque fois près de 1 000 manifestants devant le siège de l'entreprise. Sans

oublier des actions originales comme placarder à proximité de la résidence du président du directoire des affiches avec sa photo et le montant de sa rémunération fixe (400 000 euros!) et variable (76 000 euros!). Les manifestants ont arboré les slogans «Clients salariés on est tous arnaqués» ou «Écureuils en colère» sur leurs tee-shirts et brandi des affiches humoristiques mettant en scène le président et son directeur des ressources humaines, assurant ainsi une communication efficace.

Cette grève est porteuse d'enseignements. Tout d'abord, il n'est pas indispensable de réunir toutes les organisations syndicales d'une entreprise pour gagner. À la CEIDF, le mouvement a été animé par Sud, la CGT et le SU dont l'unité sans faille a été saluée par tout le personnel. Ensuite, les jeunes, notamment les femmes, ont été particulière-

ment présent-e-s dans l'action, faisant circuler l'information en temps réel par le biais d'Internet. La détermination des grévistes et l'unité des trois syndicats ont fait de ce conflit une grève gagnante. Une chose retient l'attention de celles et ceux qui ont vécu ces moments: cette grève, avant même d'être payante, donnait envie! Enfin, cette victoire a permis à de nombreux jeunes qui participaient à leur premier mouvement de vérifier l'utilité du syndicalisme et surtout de prendre goût à l'action solidaire.

Patrick Saurin²

1. Voir les vidéos sur le site www.sudce.com pour constater l'enthousiasme des salariés.
2. Membre de l'exécutif national de Sud Caisse d'épargne, représentant des salariés au Conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'épargne Île-de-France.

et aussi

NOUVEAU CADEAU AU PRODUCTIVISME AGRICOLE. À l'appel de l'association Sous le vent, les pieds sur terre, 500 personnes se sont retrouvées à Trébrivan (Côtes-d'Armor) pour dire leur opposition au projet déliant de maternité porcine industrielle initié par les industriels de l'agrobusiness. On ne peut prétendre lutter contre les algues vertes et, dans le même temps, tolérer en centre Bretagne une usine à produire des nitrates et autres polluants. Ce projet de maternité porcine est un exemple de la mainmise de l'industrie sur l'agriculture et la production alimentaire et montre à quel point le Grenelle de Borloo est une vaste fumisterie destinée à donner un vernis écologiste à une politique entièrement subordonnée aux intérêts du capital et au productivisme de l'agrobusiness. C'est en réalité la mise en œuvre du double discours du gouvernement sur l'environnement: faire payer aux contribuables la facture de la pollution sans s'attaquer aux causes. Pour le NPA, la solution passe par la réhabilitation d'une agriculture paysanne, débarrassée des parasites de l'industrie.

QUELLE RENTRÉE POUR L'IUFM DE LYON? Tandis que les nouveaux masters de professeur des écoles (PE) sont en passe d'être validés nationalement, la rentrée s'annonce mal. À Lyon, en tous cas. Jusqu'à présent, seule l'IUFM, récemment rattachée à Lyon 1, assurait la formation publique des PE. À la rentrée prochaine, en plus de l'université catholique et d'une boîte privée, Lyon 2 et Lyon 3 ouvrent un nouveau master: cinq cadres différents proposent donc une formation pour le concours de professeur des écoles. Dans les journaux locaux, l'université catholique fait déjà de la publicité pour sa formation. Il s'agit donc maintenant de recruter des étudiants pour suivre ce master, en se marchant sur les pieds, y compris entre universités publiques. Et la concurrence ne fait que commencer! L'année prochaine, les étudiants choisiront leurs cadres de formation en fonction des résultats des diverses institutions... Que restera-t-il de l'IUFM dans ces conditions? Un de ses atouts majeurs est la didactique et la pédagogie. Le prochain

concours PE qui a lieu en septembre, dorénavant, n'intègre plus ces questions au concours. À quoi bon désormais faire valoir cet atout pour de futurs enseignants si ce qui leur importe dans un premier temps est d'avoir le concours? Par ailleurs, que vont devenir les petits cadres de formation rattachés à l'IUFM comme Bourg-en-Bresse? La mort annoncée des IUFM et de la formation des enseignants est en marche. À l'IUFM de Lyon, c'est donc la démoralisation qui domine. Le mouvement très puissant de l'année dernière et les multiples initiatives de cette année n'ont pas permis de faire reculer le gouvernement. Il reste donc à espérer qu'à la rentrée, le ras-le-bol soit tel dans l'Éducation nationale qu'un mouvement de grève important se relance enfin, entraînant aussi bien les personnels que les étudiants et les lycéens.



et aussi



LE SCANDALE NATIONAL DU BITUME. Pour la première fois, la justice vient de rendre un jugement contre une entreprise pour « faute inexcusable » concernant l'utilisation du bitume. Eurovia, filiale du groupe Vinci, a été jugée responsable de la mort d'un de ses salariés victime d'un cancer de la peau dû à l'exposition au bitume. Le jugement du tribunal de Bourg-en-Bresse (Ain) a eu l'effet d'une bombe car il pourrait faire jurisprudence et le patronat, par le biais de l'Union des syndicats de l'industrie routière française, a déclaré « sa totale incompréhension ». Les dangers du bitume ont pourtant été signalés par des scientifiques depuis 2003. Il est hautement toxique et cancérigène par ses fumées chaudes ou au contact de la peau. Contrairement à la France, de nombreux pays européens reconnaissent le cancer de la peau à la suite de l'utilisation du bitume comme une maladie professionnelle. En France, des dizaines de milliers de personnes, travaillant dans des entreprises ou des collectivités territoriales, sont directement au contact du bitume, dans le cadre de travaux de revêtement de chaussée ou de bâtiment. Les consignes minimales de sécurité sont loin d'être respectées,

notamment en ce qui concerne les tenues entièrement recouvrantes. Les entreprises préfèrent utiliser des bitumes posés à chaud (200°C) plutôt que des bitumes tièdes ou froids, moins dangereux mais plus chers.

Tout comme dans le cas de l'amiante, les maladies liées à l'exposition aux « produits noirs » (bitume, goudron, asphalte) apparaîtront des dizaines d'années après l'exposition. En France, 3 000 personnes meurent chaque année des suites de l'exposition à l'amiante et il est prévu 100 000 décès d'ici 2025. Son caractère dangereux a été reconnu dans les années 1950 mais elle a pourtant continué à être utilisée massivement car elle ne coûtait pas cher. Il a fallu attendre 1997 pour qu'elle soit interdite. En sera-t-il de même pour le bitume ? Il faut exiger une réglementation qui interdise de prendre le moindre risque pour la santé des travailleurs de la route, quitte à interdire l'usage du bitume comme cela a déjà été fait aux États-Unis depuis 1976.

FRALIB LA LUTTE CONTINUE !

Les salariés de l'usine Fralib de Gémenos (Bouches-du-Rhône) poursuivent la lutte pour une plus juste répartition des richesses créées par leur travail!

APRÈS 57 jours de grève, les salariés de l'usine Fralib de Gémenos (Bouches-du-Rhône) appartenant au groupe Unilever (Thé Éléphant et Lipton), ont décidé de poursuivre la lutte sous d'autres formes à l'intérieur de l'entreprise. Depuis le 8 mars, ils revendiquent 200 euros d'augmentation de salaire. Un protocole de fin de conflit a été signé avec la direction. Même si la revendication des 200 euros n'a pas été satisfaite, un certain nombre d'avancées sont à signaler : augmentation générale des salaires de 16 euros brut, participation de 16 euros brut à la mutuelle, abondement sur l'intéressement de 250 euros brut, prime exceptionnelle de 1200 euros brut, embauche de quatre intérimaires en CDI, requalification de quatre postes d'opérateurs en techniciens de maintenance... De plus, certains jours de grève seront payés, d'autres pourront être pris en congés payés et la direction s'engage à ne prendre aucune sanction contre les grévistes.

Les salariés de Fralib sont restés unis d'un bout à l'autre de leur grève, malgré la durée et l'intensité du conflit, les provocations de la direction, l'arrogante surdité du deuxième géant de l'agroalimentaire. La solidarité a atteint un niveau exceptionnel (50 000 euros). Cela leur permet de reprendre le travail la tête haute et de continuer à lutter jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Cette unité dans la lutte a déjà modifié le rapport de forces dans l'entreprise. Elle est pour tous les travailleurs une leçon d'espoir. Ce conflit a aussi permis de mettre à jour les méthodes des grands groupes pour confisquer la richesse produite au profit de leurs dirigeants et de leurs actionnaires. Ainsi, le groupe Unilever a mis en place un système - Unilever Supply Chain Company - qui lui permet de rapatrier en Suisse 200 millions d'euros de profits par an et de spolier l'État français de 67 millions d'euros d'impôts².

Cette lutte restera dans la mémoire de tous ceux qui veulent en finir avec le vieux monde de l'argent roi et du mépris des hommes. La grève des Fralib, si elle n'atteint pas encore pour l'heure l'objectif fixé, a permis néanmoins, outre les gains enregistrés en terme d'emplois et de rémunérations, de rétablir clairement une vérité : les hommes ont droit au respect et à une juste répartition des richesses qu'ils produisent. Les directions de Fralib et d'Unilever ne peuvent plus l'ignorer.

Ce conflit démontre aussi la difficulté à remettre en cause le pouvoir des actionnaires et à rétablir l'équilibre capital/travail. Les capitalistes sont prêts à lâcher quelques miettes sur les bénéficiaires, mais ils ne cessent de rogner sur le salaire direct et le salaire indirect (protection sociale, retraite). La question du pouvoir dans l'entreprise et de la propriété des moyens de production est ici clairement posée. Seule la socialisation des moyens de production et le contrôle des travailleurs sur leur outil de travail permettront d'en finir avec l'exploitation et la spoliation des richesses produites.

Frédéric Plique

1. Voir article dans *Tout est à nous !* n°51.

2. Lire le détail sur <http://npa13est.free.fr>, rubrique « boîtes en lutte ».



(DR)



(PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO)

HOMOPHOBIE ET TRANSPHOBIE UNE LUTTE INTERNATIONALE

La journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie rappelle les nombreux combats qu'il reste à mener pour défendre les droits des personnes LGBTI.

Gomme tous les ans, le 17 mai, la journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie a mis en lumière les crimes et les inégalités que subissent les personnes lesbiennes, gays, bis, trans et intersexuées (LGBTI) à travers le monde. L'émergence de mouvements d'émancipation dans de nombreux pays du monde a donné une visibilité aux luttes vitales contre la répression, les violences et la criminalisation des homosexuels et des personnes vivant une transidentité. Cette solidarité évidente avec les victimes de répression en raison de leur orientation sexuelle ou de leur genre doit aussi être réfléchie dans le contexte de la mondialisation et des guerres impérialistes. À travers l'opposition idéologique entre « civilisations », les questions LGBTI se retrouvent parfois, bien malgré elles, être un enjeu politique,

dans lequel certains États se réclament de valeurs libérales instrumentalisent hypocritement l'homosexualité comme symbole des valeurs occidentales. Pourtant, l'homophobie n'a ni frontières ni religion favorite : de la Pologne aux États-Unis, de l'Iran au Sénégal, les LGBTI et leurs mouvements ne sont bien souvent que les boucs émissaires de politiques réactionnaires.

L'internationalisme implique de penser le soutien avec ceux et celles qui luttent dans leurs pays, tout en combattant les politiques impérialistes de nos États, qui maintiennent une partie de l'humanité dans la pauvreté et la misère et soutiennent les pires dictatures quand leurs intérêts sont en jeu. Lutter contre la LGBTI-phobie et construire une véritable solidarité internationale consiste à prendre en compte les situations locales. Il ne s'agit pas d'imposer un modèle d'éman-

ciation « occidentale », mais de soutenir les formes de luttes et d'affirmation dans leur diversité. Être internationaliste, c'est aussi exiger la liberté de circulation des personnes et lutter contre les politiques racistes d'immigration et d'asile dont le durcissement démagogique privent les LGBTI d'un repli vital en cas de répression.

Ce combat nécessite également de regarder la situation concrète des personnes LGBTI en France. Dans un contexte de crise du capitalisme, la casse des services publics et la remise en cause des droits sociaux font resurgir les discours de revalorisation de la famille comme cadre de solidarité « naturelle ». Ce retour aux solidarités familiales constitue une vraie régression pour l'émancipation individuelle et collective, pour le droit à disposer de son corps et de sa sexualité. Car lorsque leur entourage n'accepte pas leur identité ou leur sexualité, les

individus sont contraints à l'enfermement dans la sphère familiale, à l'invisibilité ou à des situations de précarité parfois dramatiques. D'autre part, nos États, qui se targuent de modernité et de libéralisme, continuent à maintenir une inégalité de droits entre homos et hétéros, créant ainsi une catégorie de sous-citoyens. Et malgré les annonces ministérielles sur la « dépsychiatisation »¹, les personnes trans sont toujours soumises à l'arbitraire. Les batailles pour l'égalité des droits entre homos et hétéros, et contre la transphobie médicale et étatique, sont indissociables d'un combat plus global contre les inégalités et les oppressions que génère le système capitaliste.

Gabriel Girard

1. Lire à ce sujet l'interview de Cornelia Schneider dans *Tout est à nous !* n° 44 du 25 février.

POUR SAUVER LES RE

L'APOCALYPSE EN 2050

LE 12 MAI le conseil d'orientation des retraites (COR) a publié un nouveau document présentant différentes hypothèses :

Scénario 1 : l'âge de la retraite passe de 60 à 63 ans et la durée de cotisation à 40,5 ans. Dans ce cas le déficit en 2050 serait de 46,4 milliards d'euros.

Scénario 2 : l'âge de la retraite est fixé à 60 ans, mais la durée de cotisation passe de 40,5 ans à 45 ans. En 2050 le déficit serait de 44,2 milliards d'euros.

Scénario 3 : l'âge de la retraite passe de 60 à 63 ans et la durée de cotisation de 40,5 à 45 ans. Le déficit serait alors de 30,3 milliards d'euros.

Ces chiffres à donner le vertige n'avaient qu'un seul objet : conditionner l'opinion publique et la préparer aux annonces du gouvernement.

Elles sont intervenues le 16 mai et sont l'ébauche de vigoureuses attaques : allongement de la durée de cotisations dans le public et le privé, recul de l'âge de départ à la retraite. Les scénarios du COR ne sont pas écartés. Le prélèvement sur les hauts revenus et ceux du capital semblent n'avoir pour objet que d'essayer de mieux faire passer la pilule. Ils seraient exceptionnels selon *le Monde* mais introduisent la fiscalisation au détriment du paiement par la cotisation sociale, et permettraient ainsi aux entreprises de se dégager dans l'avenir du financement du régime de retraite.

Le gouvernement envisage aussi « une réforme systémique ». Les premières mesures pour instaurer, à terme, un régime par points ou à compte notionnel pourraient apparaître. Ces systèmes marqueraient une rupture avec les principes fondamentaux de la Sécu. Les prestations répondent encore moins aux besoins et évoluent chaque année selon la situation économique des caisses, et de l'espérance de vie en ce qui concerne le régime par compte notionnel.

Les partis de gauche institutionnels, les directions des confédérations syndicales affirment aussi qu'il y a péril, prétendent apporter des solutions et proposent de « nouvelles sources de financement ». Le NPA récuse les visions catastrophiques, apporte ses propres réponses et engage toutes ses forces pour une mobilisation unitaire.

LEUR CAMPAGNE...

PÉRIL DÉMOGRAPHIQUE!

Les prévisions pour 2050 sont tout aussi fiables que celles de Nostradamus!

Le COR¹ établit ses prévisions depuis 1997 sur la base d'un taux de fécondité de 1,9 enfant par femme en âge de procréer alors qu'en France actuellement nous approchons de 2,1 enfants par femme.

Il s'inquiétait du vieillissement de la population en raison du papy-boom d'après-guerre, mais avait oublié que le papy-boom cessera vers 2035 et que le nombre d'entrées en retraite chutera à ce moment.

Il annonçait un solde migratoire de 50 000 personnes par an, il est de 100 000.

Il prévoyait une augmentation de l'espérance de vie, malheureusement elle a diminué.

Prétendre connaître la situation économique durant les 40 prochaines années relève de la plus grossière escroquerie politique. Les mêmes commentateurs annonçaient il y a quelques semaines la sortie de la crise!

1. Voir *Tout est à nous!* du 22 avril, À b(r)as le COR.

DÉFICIT ABYSSAL!

Le ministre du Travail Éric Woerth a annoncé, le 11 mai, un besoin de financement des retraites s'élevant à 2 600 milliards d'ici 2050. Peu après le président du COR a surenchéri : d'ici 2050, il serait de 3 400 à plus de 5 300 milliards d'euros, soit entre 77,3% et 118,2% du PIB! Plus c'est gros, plus ça marche? C'est le cas pour la plupart des médias qui répercutent ces chiffres sans sourciller.

Le déficit est une construction politique : le gouvernement annonce un déficit de 30 milliards d'euros de la Sécurité sociale (maladie, retraites, famille, accidents du travail) en 2010, dont 11 milliards pour la caisse vieillesse.

L'attention est focalisée sur les « dépenses excessives » de la Sécu. Mais en réalité, les dépenses n'exploitent pas. En revanche, les recettes diminuent. La

hausse du chômage se traduit par toujours moins de cotisations (100 000 chômeurs en plus c'est une perte de 1,3 milliard). Et la Sécu est pillée : le montant des exonérations de cotisations sera supérieur à 30 milliards en 2010!

Le budget de l'État, donc les impôts supportés essentiellement par les salariés, est censé compenser à 85% ces exonérations de cotisations appliquées sur la part patronale. De plus l'État a des dettes¹ (3,6 milliards) plus importantes que celles des employeurs (2,15 milliards) et paie en retard (800 millions d'intérêts des emprunts à la charge de la Sécu). Les salariés (régime général) financent d'autres régimes (7,8 milliards pour les commerçants, artisans et exploitants agricoles).

1. Rapports de la commission des comptes de la Sécurité sociale (juin 2009).

TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS

L'âge légal de départ à la retraite est de 60 ans, mais les retraites sont liquidées en moyenne à 61,5 ans et très souvent à 65 ans pour les femmes qui ont cotisé un nombre de trimestres encore plus insuffisant.

Mais l'âge moyen de cessation d'activité professionnelle est inférieur : moins de la moitié des salariés entre 55 et 59 ans occupent un emploi.

À 60 ans, ils ne sont plus que 40%. Les autres sont au chômage, en invalidité, en préretraite. Les salariés qui le pourront ne travailleront pas plus longtemps, en revanche, le niveau des pensions sera bien plus faible!

Quant au développement des « emplois vieux », cela ne ferait qu'accroître le chômage de ceux qui sont en âge de travailler!

DETTE LAISSÉE À NOS ENFANTS!

Dans un régime par répartition, les cotisations d'aujourd'hui financent les retraites d'aujourd'hui. Il n'y a donc pas de « poids pour les générations futures ». Les pensions sont financées comme les salaires directs, par les employeurs. Durant la vie professionnelle, le salarié est sous la subordination d'un patron qui lui attribue directement une partie de la paie et verse dans un pot commun l'autre partie du

salaire, sous forme de cotisations immédiatement transformées en prestations, c'est le salaire socialisé.¹ Il n'y a pas d'accumulation financière ni de dettes. Pendant la retraite on continue d'être payé, mais sans la contrainte patronale. C'est insupportable pour la bourgeoisie!

1. Voir *Tout est à nous!* La revue n°10 et le site www.npa2009.org - rubrique Nos arguments / retraites : le salaire socialisé.

L'ENJEU

La réforme actuelle a pour but d'exonérer le plus possible les patrons du financement des retraites, en basculant vers un autre mode de financement. Les retraites sont financées à 80% par les cotisations sociales. Pour la branche maladie, les impôts (CSG, taxes diverses) représentent 45% des recettes. La part des remboursements par la Sécurité sociale

se réduit, ouvrant la voie à un remboursement croissant par les assurances complémentaires (mutuelles, assurances privées) pour les salariés qui le peuvent. Ce schéma devrait s'appliquer à la retraite : les mesures envisagées conduiraient à la réduction du niveau des pensions afin de contraindre les salariés qui le peuvent à les compléter par l'épargne individuelle, la capitalisation.



RETRAITES, LA LUTTE!

...ET LA NÔTRE

NOUS AVONS DÉJÀ TROP PAYÉ!

Allongement de la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein de 37,5 années à 40 années, base du calcul de la pension calculé sur les 25 meilleures années et non plus sur les 10 meilleures, revalorisation de la pension à partir de l'évolution des prix et non plus des salaires: les mesures inspirées du *Livre blanc* de Michel Rocard en 1991 et mises en œuvre par Édouard Balladur en 1993 et François Fillon en 2003, ainsi que les accords paritaires les prolongeant pour les ré-

gimes complémentaires (Arrco et Agirc), n'ont pas encore porté tous leurs effets néfastes mais ont déjà eu pour conséquence une perte du pouvoir d'achat des retraités de 20 à 25%.

Actuellement le montant moyen des retraites globales est de 1 122 euros, et les femmes sont encore plus défavorisées¹: une retraitée sur deux perçoit moins de 900 euros, une sur trois moins de 700.

1. www.npa2009.org, Nos arguments/retraites: femmes et retraites.

PARTAGE DES RICHESSES

Le nombre de retraités augmentera dans les prochaines décennies. Il faudra donc consacrer plus de ressources pour le financement. Mais cela n'a rien d'insurmontable.

Les 50 dernières années, la part des pensions dans le produit intérieur brut (PIB)¹ a augmenté de 5% à 12%. Selon des projections du COR, il faudrait passer les 50 prochaines années de 12% à 20% du PIB. Celui-ci se montait à 1 950 milliards d'euros en 2000. Il s'est élevé à 1 970 milliards d'euros en 2009. Le COR lui-même envisage son doublement

d'ici 2040 (2 900 milliards).

Mais à qui doit profiter l'augmentation des richesses: au profit ou au salaire?

Le problème fondamental est bien le partage des richesses. La part des salaires dans le PIB a diminué de 10% depuis 1980. Les profits non investis ont progressé de 8%. Reconquérir le niveau de partage de 1980 permettrait sans difficulté de répondre aux besoins de financements tout en abrogeant les lois Balladur et Fillon.

1. Le PIB mesure le niveau des richesses produites dans un pays.

PLUS DE SALAIRE!

Que l'on soit en formation, au travail, en maladie, au chômage ou à la retraite nous avons tous droit à un salaire prélevé sur la richesse produite. Le problème de la Sécurité sociale, notamment des retraites, c'est la redistribution des richesses, c'est la bataille qui oppose le capital et le travail. Pour arracher plus de salaire, autrement dit plus

de cotisations sociales, il faut imposer le plein emploi: du travail aux 5 millions de travailleurs qui en sont privés, le partage et la réduction du temps de travail, le refus du temps partiel imposé aux femmes. Il faut augmenter les salaires directs et la part patronale des cotisations.

FINANCEMENT À 100 % PAR LA COTISATION SOCIALE!

Vouloir financer la Sécurité sociale par d'autres modalités, notamment la taxation des revenus financiers, c'est

esquiver la bataille fondamentale pour les salaires, c'est se

résigner à la situation où des millions de travailleurs sont réduits au chômage et à la précarité.

Et ce n'est pas sans risque: les revenus financiers prospèrent grâce aux bas salaires et le financement des retraites évoluerait selon les cours de la Bourse. Le salaire est le meilleur moyen de taxer les revenus financiers.

RAIDES
METRDE!

SALAIRE
DE MERDE!

ET RETRAITE
DE MERDE!



REVENDICATIONS POUR LA MOBILISATION

1 Des droits collectifs pour tous les salariés du public et du privé

Le gouvernement dispose de trois leviers pour s'attaquer aux retraites:

- repousser l'âge de départ au-delà de 60 ans,
- allonger la durée de cotisation au-delà des 40,5 annuités,
- modifier les règles de calcul: le taux (moins de 50%) et les périodes retenues (25 meilleures années dans le privé et six derniers mois dans le public).

Il peut agir sur une, deux ou l'ensemble de ces modalités. Nos trois exigences sont indissociables. Le gouvernement annonce agir sur les deux premiers. Les modifications des règles de calcul par Balladur et Fillon ont déjà fait des dégâts importants. Nous ne renonçons à aucune de ces revendications:

- Le droit à la retraite à 60 ans au plus, à 55 ans pour les salariés ayant réalisé des travaux pénibles et ceux qui sont affectés par la dégradation des conditions de travail.

La revendication sur le travail pénible ne doit pas être une monnaie d'échange dans les négociations, mais elle est indispensable en raison notamment des fortes disparités d'espérance de vie (sept ans entre un cadre et un ouvrier).

- La pension égale à 75% du salaire brut, calculée dans le privé et le public sur les six meilleurs mois.

La retraite c'est la continuité du salaire. Le salaire de retraite doit être celui de la qualification la plus élevée d'une carrière. C'est ce qui justifie la revendication d'une pension indexée sur le meilleur salaire, calculé sur les meilleurs mois.

- La durée maximum pour bénéficier de la retraite à taux plein à 37,5 annuités de cotisation, en incluant les périodes de perte d'emploi, d'apprentissage, de formations et d'études à partir de 18 ans.

Il faut définir les conditions pour bénéficier d'une retraite «à taux plein» à 60 ans. Le salaire est prélevé sur les richesses produites. Il ne peut pas être identique si l'on a travaillé un an ou si on a une carrière plus longue. Notre objectif est que chacun bénéficie d'un travail: «travailler tous pour travailler moins». Pendant le reste de leur vie, les salariés pourraient bénéficier dès 18 ans d'un «présalaire» leur permettant de vivre avant d'entrer dans l'emploi, et de pensions de retraites, salaire continué.

2 Abrogation de toutes les mesures depuis 1993 concernant les retraites «Sécurité sociale» du public et du privé, et celles des régimes complémentaires.

3 Garantir le financement par la cotisation sociale: le plein emploi et l'augmentation des salaires.

- Un CDI à temps plein pour tous et toutes, avec un temps de travail à 32 heures et moins si nécessaire.
 - Interdiction des licenciements.
 - Augmentation de tous les salaires de 300 euros net pour tous.
 - Augmentation de la part patronale des cotisations.
 - Tous les éléments de rémunération doivent être soumis à cotisations.
- Nous sommes opposés à l'individualisation des rémunérations: l'intéressement, la participation, les stock-options doivent être intégrés aux salaires et distribués de manière égalitaire.

4 En finir avec le pillage de la Sécurité

- Arrêt de toutes les exonérations de cotisations.
- Paiement des dettes patronales et de l'État.
- Arrêt des compensations des régimes salariés aux autres régimes.

Les supermarchés sont responsables de la situation des commerçants; le Crédit agricole, les trusts alimentaires de la situation des agriculteurs; les donneurs d'ordre de la situation des artisans. C'est à eux de payer et non aux salariés de se priver de salaire direct ou socialisé.

Dans ce cas, il serait en effet légitime de «taxer les profits».

5 Non aux salaires de misère

- Indexation des retraites sur les salaires et non sur les prix.
- Revalorisation de toutes les retraites de 300 euros net.
- Pas de retraite en dessous du Smic revendiqué (1500 euros net).
- Rattrapage immédiat de toutes les inégalités entre les hommes et les femmes.



MADRID EN PLEINE TOURMENTE

ALORS que le système capitaliste est en pleine tourmente de par les effets de la crise, l'État espagnol doit à son tour s'incliner devant les dictats libéraux. Les déclarations de Zapatero sur les mesures d'austérité, annoncées au cours de la semaine, ont laissé les travailleurs de ce pays perplexes. C'est dans ce contexte que s'est ouvert, le 14 mai, le 4^e contre-sommet de l'Enlazando Alternativas (Tissons des alternatives). Malgré une participation moindre que dans les Forums sociaux mondiaux, étant donné le nombre limité d'États impliqués, son impact n'est pas négligeable avec une participation de quelque 2 500 militantes et militants associatifs, politiques et syndicaux, une délégation de latinos, représentants de 150 organisations. Ce contre-sommet a dénoncé le rôle de l'Union européenne dans la destruction des conditions de vie, des droits sociaux et environnementaux des peuples des Amériques du Sud, du Centre, du Nord et des Caraïbes. Il a également établi des liens parmi les organisations présentes qui résistent sur ces continents et en Europe et a élaboré des alternatives. Les 80 ateliers ont approfondi les différents thèmes autour des accords et des traités de libre commerce de l'Union européenne-Amérique latine-Caraïbe, de la dette et des responsabilités historiques, sociales, financières, culturelles, écologiques, de genre... des gouvernements européens. On y a également débattu de la militarisation du continent par les pays impérialistes, de l'Europe forteresse, des droits humains, des alternatives économiques, pour l'égalité de genre, la justice sociale, la démocratie et la liberté syndicale, les luttes des quartiers, les violations du droit du travail, etc. Une manifestation a couronné les travaux mais ce dimanche les délégations des pays latins et européens se préparaient pour l'Assemblée des mouvements sociaux qui devait rédiger une déclaration commune.

Samedi 15 mai, la Izquierda Anticapitalista, l'organisation proche du NPA en Espagne, a organisé un grand meeting avec les interventions de représentants grecs, de Francisco Louca du Bloc de gauche du Portugal, de Éric Toussaint du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), de Esther Vivas de Izquierda Anticapitalista, de Stalin de Aporeta du Venezuela, de représentants du Honduras, de Haïti et d'Olivier Besancenot pour le NPA.

Le dimanche 16, le NPA a participé à la manifestation unitaire de Enlazando Alternativas à Madrid, avec une centaine de militants aux côtés du cortège de Izquierda Anticapitalista, avec les syndicalistes de la CGT espagnole, d'innombrables organisations. Le ton combatif, les mots d'ordre, l'ambiance et l'impact du cortège ne sont pas passés inaperçus pour les Espagnols. Le mot d'ordre «Grève générale» a été repris et entre les militants une revendication a fait consensus : la grève générale en Europe, en coordination avec les travailleurs grecs.

Béatrice Whitaker

THAÏLANDE ÉTAT DE GUERRE DANS LE CENTRE DE BANGKOK

Depuis le 13 mai, le gouvernement thaïlandais se livre à une répression sans merci contre les Chemises rouges qui remettent en cause le régime.



Bangkok, 16 mai. (DAMIR SAGOLJ/REUTERS)

Les forces militaires organisent depuis le 13 mai une violente répression contre les Chemises rouges retranchées dans le quartier de Rachaprasong dans le centre de Bangkok. Selon de nombreux témoignages, les militaires tirent sur les manifestants à balles réelles. Plusieurs civils ont été tués par des snipers embusqués. Les affrontements ont commencé après que le responsable en charge de la sécurité du camp de Rachaprasong, Sae Deng, a été grièvement blessé à la tête (il est mort depuis) par une balle tirée par un sniper alors qu'il s'entretenait avec un journaliste de *International Herald Tribune*.

La semaine dernière, Abhisit a proposé aux Chemises rouges un «plan de route» en cinq points dont le principal était des élections le 14 novembre. Mais il refusait de donner une date de dissolution du Parlement et de revenir sur les accusations de terrorisme et de complot contre la monarchie.

Dans ces conditions, les Chemises rouges ont refusé de quitter le quartier qu'ils occupaient depuis six semaines. En début de semaine, les dirigeants des Chemises rouges ont exigé que le vice Premier ministre Suthep Thaugsuban soit jugé pour les affrontements du 10 avril qui ont fait une vingtaine de morts. Une demande que le gouvernement s'est empressé d'utiliser pour revenir sur sa proposition d'élections et justifier la répression qui a débuté le 13. La situation est très complexe et changeante et, dans l'immediat, tous les scénarios sont envisageables.

La répression peut provisoirement faire cesser les manifestations des Chemises rouges. L'armée peut aussi rencontrer des résistances importantes, voire un développement de la mobilisation en province. Dans ce cas, une démission du gouvernement est probable avec à la clef des élections. Mais une partie de l'armée pourrait prendre prétexte de la situation pour imposer un nouveau coup d'État. Une

lutte ouverte entre différentes factions de l'armée n'est pas à exclure dans ce cas.

La date des élections, le 14 novembre, posait aussi problème. L'intérêt d'une dissolution immédiate du Parlement, outre sa valeur symbolique, est qu'elle permettait à l'équipe gagnante d'être au pouvoir le 1^{er} octobre pour le remaniement annuel de l'état-major de l'armée. La proposition d'Abhisit lui permettait de gagner du temps et d'être en poste à ce moment stratégique.

Plus fondamentalement, pour que des élections soient organisées, il faut des garanties pour qu'elles soient justes et démocratiques et que leur résultat soit accepté par tous. Or, les Chemises jaunes n'ont pas fait mystère qu'elles refusaient les élections proposées. Le jeu démocratique semble complètement grippé.

Enfin, l'échec de cette tentative de sortie de crise indique que la majorité des Thaïlandais ne croient plus que seules des élections seraient une solution. Il faudrait un changement politique plus profond.

Mais après des décennies de répression, il n'y a pas de parti politique du mouvement ouvrier susceptible de se porter candidat au pouvoir et d'offrir une solution politique progressiste à la crise. Nombre de dirigeants des anciens partis ouvriers, social-démocrates ou communistes d'obédience maoïste, de syndicats ouvriers et d'associations de paysans ont été assassinés par les différents régimes dictatoriaux. Le mouvement ouvrier ne s'en est pas remis. C'est pourquoi la contestation politique prend la forme inédite des Chemises rouges : un mouvement politique qui n'est ni un parti ni une association, hétérogène et traversé de contradictions mais dont l'essentiel est son lien organique avec le peuple. Il faut saluer le courage de ces dizaines de milliers de paysans et d'ouvriers venus occuper les centres commerciaux et d'affaires de Bangkok depuis de nombreuses semaines et qui subissent aujourd'hui les assauts de l'armée. Ils méritent notre soutien. **Danielle Sabai** (le 16 mai)

et aussi

GRANDE-BRETAGNE : LE RENIEMENT DES LIBÉRAUX DÉMOCRATES.

Le nouveau gouvernement de coalition entre les conservateurs et les libéraux démocrates (lib dems) se prépare à prendre d'assaut les emplois, les retraites et les services publics. Ce sont les conservateurs qui dominent. Les lib dems, en échange de quelques postes, ont capitulé sur leurs principales options politiques (Europe, nouvelle loi électorale, armement nucléaire). La différence entre la campagne des travaillistes et des conservateurs était que Brown ne voulait pas appliquer un plan d'austérité immédiatement pour ne pas étouffer une possible relance. À part cela, ces deux grands partis sont prêts à prendre toutes les mesures au jour le jour pour défendre les intérêts des capitalistes. Les travaillistes ont d'ailleurs déjà indiqué qu'ils seraient «responsables» et ne s'opposeraient qu'exceptionnellement aux coupes budgétaires des conservateurs. La réduction de 6 milliards de livres de dépenses publiques voulue par les conservateurs va

probablement plonger le pays dans une profonde récession. Le changement de mode de scrutin vers la proportionnelle était une revendication juste et démocratique des lib dems. Pourtant, ils ont accepté la promesse d'un référendum sur ce sujet mais avec un mode non proportionnel qui ne sera pas forcément plus démocratique que le système en vigueur. Pour être sûrs de rester en place, les lib dems ont obtenu des conservateurs qu'une motion de censure du gouvernement devait obtenir 55% des voix du Parlement. Ils ont également dû abandonner la seule proposition qui les distinguait positivement des deux grands partis, le refus de renouveler les missiles nucléaires Trident embarqués sur des sous-marins.

La gauche du parti travailliste a obtenu de très mauvais scores à ces élections. Le besoin d'un parti efficace à la gauche du parti travailliste reste crucial et il faut redoubler d'efforts pour le construire de façon unitaire et pluraliste.

POLOGNE : UNE CANDIDATURE ANTICAPITALISTE. À la suite du décès accidentel du président Lech Kaczynski, une élection présidentielle anticipée aura lieu le 20 juin. Le Parti polonais du travail (PPP) a décidé d'y présenter Boguslaw Zietek, dirigeant du parti et du syndicat «Août 80». 170 000 signatures citoyennes de soutien ont été recueillies (il faut 100 000 signatures pour se présenter). Boguslaw Zietek, emprisonné dix-huit mois par la dictature du général Jaruzelski, a co-organisé de nombreuses grèves en Pologne, dont la plus grande grève d'occupation de la sidérurgie à Huta Katowice en 1992 et les mobilisations des mineurs de fond. Parmi les dix candidats à la présidentielle, il sera le seul à lutter pour la socialisation des secteurs de l'économie et la satisfaction des besoins sociaux sur la base de l'autogestion des travailleurs. Il est le seul à exiger l'avortement libre et gratuit, le seul qui demande que l'Église catholique polonaise – le plus grand propriétaire terrien du pays – soit soumise à l'impôt.



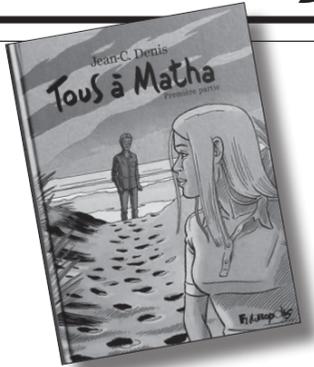
MUSIQUE
VOLCANO ERUPTION/
Henry Junjo Lawes/
17 NORTH PARADE
Début des années 1980, la Jamaïque sombre dans une guerre civile larvée qui envoie des centaines de jeunes au tombeau. Le LJP – parti de droite et pro-américain – revenu aux affaires mène la vie dure aux ghettos qui n'ont pas choisi le bon camp. Le reggae de Bob Marley, qui a envahi la planète, mue alors « à domicile » en « Dancehall » et décrit de plus en plus crûment la situation. Henry Junjo Lawes est un des producteurs qui sait le mieux capter l'atmosphère électrique de Kingston. Il enregistra quelques-uns des titres les plus populaires et puissants de l'époque, comme le *Police in Helicopter* de John Holt ou encore le *Boneman Connection* de Nicodemus, dont les vibrations sismiques en font un hit underground dans le New York du disco triomphant. En 1984, arrive le son « digital », rapidement dénommé Ragga à l'étranger, avec ses qualités et ses travers, mais c'est une autre histoire...
King Martov



SPECTACLE
ROSA LA ROUGE/Claire Diterzi, Marcial Do Fonzo Bo/THÉÂTRE DU ROND-POINT
Claire Diterzi et Marcial Do Fonzo Bo montent un spectacle étonnant autour de Rosa Luxemburg. Il s'inspire de la figure de Rosa Luxemburg, bien plus qu'il ne cherche à traiter de la vie du personnage. Sur scène, Claire Diterzi étonne par sa présence et sa puissance tant comme actrice que comme musicienne et chanteuse. Elle lit certaines lettres de prison (où Rosa fut enfermée de 1914 à 1918 pour son opposition à la guerre) qui impressionnent par leur détermination et leur vivacité. L'autre dimension très réussie de ce spectacle est le recours à la vidéo (images d'archives, extraits du film *Spartacus* ou créations visuelles) qui rythme et accompagne la plupart des chansons de ce spectacle. Jusqu'au 22 mai au Théâtre du Rond-Point, puis en tournée à Orléans, Rouen, Avignon...
Pierre Baton



LIVRE
LES MASSACRES DE GUELMA/Marcel Reggui/
LA DÉCOUVERTE/8 EUROS
À propos d'un film montré à Cannes, on reparle du massacre de Sétif, et c'est très bien. Ce ne fut, hélas, que le plus important de ce moment-là... À Guelma, ce fut la même chose à plus petite échelle. Ce livre est un témoignage étonnant, écrit sur le vif et publié seulement en 2006. Reggui était un Arabe, citoyen français, musulman converti au catholicisme, prof, ami de la revue *Esprit*, il remit son manuscrit à Jean Amrouche, sans le rendre public... Dans sa préface à l'édition actuelle, Jean-Pierre Peyroulou rappelle qu'alors le général Duval avait promis, prophétiquement, « la paix pour dix ans »... les massacres n'ayant qu'un effet provisoire, si rien d'autre ne venait modifier la situation coloniale.
Paul Louis Thérard



BD
TOUS À MATHA/Jean-C. Denis/FUTUROPOLIS/16 EUROS
Voici un album qui rappelle ce que voulait dire être jeune dans l'avant-68. Antoine a 16 ans, il vit en banlieue parisienne et son père est un ancien militaire qui fait régner l'ordre à la maison. Le jeune homme joue de la guitare dans un groupe de rock et il est amoureux de Christelle, qui souffre également de l'autorité parentale. Seul moyen pour se voir et espérer pouvoir « conclure », alors que les amoureux ne se sont même pas embrassés : des vacances en camping avec les copains et les copines, mais il faut ruser et mentir pour faire avaler ça aux parents. Cette BD pleine de tendresse est le récit d'une époque où l'autorité des adultes engendrait la frustration des adolescents, et où la révolution des mœurs n'avait pas encore eu lieu.
Sylvain Pattieu



<http://sarkotusors.org>

Le gouvernement vous agace ? Faites un tour sur ce site pour découvrir une compilation antisarko regroupant un certain nombre d'artistes de différents styles musicaux. 33 titres sont actuellement en écoute. Vous pouvez aussi proposer vos enregistrements amateurs ou vos compositions afin de faire entendre votre cri vous aussi ! Déjà 147 493 téléchargements de cette compil qui fait du bien.

www.disparitions.eu

En France, des gens disparaissent tous les jours, et ce parfois dans le silence et l'indifférence générale. Le site recense tous ces sans-papiers qui se font arrêter quotidiennement et sont ensuite placés dans des centres de rétention pour un départ rapide du territoire. Afin de rendre les arrestations visibles et d'interpeller le plus de monde possible, il recueille des informations sur les conditions et l'histoire de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants.

<http://deportair.com/site/>

Faisant écho au précédent, ce site affiche sur sa page d'accueil un compteur indiquant ironiquement le nombre de personnes disparues ainsi que le nombre de résistants agressés selon les objectifs de reconduite à la frontière fixés par Sarkozy à ses ministres pour 2011 (environ trois personnes par heure). Ce site a ainsi pour vocation d'exprimer l'insupportable et d'interroger les actes en exprimant les mécanismes qui amènent à l'expulsion d'un étranger en situation irrégulière.

CANNES DÉCLARONS HORS-LA-LOI LA NOSTALGIE COLONIALISTE !

En compétition officielle au Festival de Cannes, le second film de Rachid Bouchareb¹, *Hors-la-loi*, est la suite d'*Indigènes*. C'est une fiction qui trace le parcours de trois frères et de leur mère, témoins de la répression sanglante des manifestations nationalistes algériennes de Sétif en mai 1945, leur arrivée en France et leur plongée dans le tumulte de la guerre de libération nationale. Projeté le 21 mai, ce film subit les foudres des nostalgiques de l'Algérie française.

Interviewé par *Minute*², Lionnel Luca, député (UMP) des Alpes-Maritimes³, craignait « que ce film ne soit présent dans la sélection officielle française » et n'a « eu de cesse que d'alerter le Centre national du cinéma (CNC) et les ministres concernés – Anciens combattants et Premier ministre. » Lionnel Luca, Christian Kerk et Bernard Brochand⁴ ont donc « mis la pression tout l'hiver ». Finalement, *Hors-la-loi* figure dans la sélection algérienne et non française. Comme d'autres⁵, Lionnel Luca n'a pu voir le film avant sa présentation le 21 mai. Ça ne l'arrête pas, puisqu'il qualifie *Hors-la-loi* de « révisionniste et négationniste »⁶ en s'appuyant sur le rapport du service historique de la Défense – commandé par le secrétaire d'État aux Anciens

Combattants, Hubert Falco – qui recense « des erreurs », « des invraisemblances » et « des anachronismes » dans le scénario. Rachid Bouchareb précise sa démarche dans une lettre au Festival de Cannes⁷ : « Il faut qu'il soit possible que le cinéma aborde tous les sujets. Je le fais en cinéaste, avec ma sensibilité, sans obliger quiconque à la partager. » Pourtant, la campagne de dénigrement s'intensifie. Quelques jours après l'ex-OAS et toujours responsable du cercle national des combattants du Front national, Roger Holeindre, la vice-présidente du FN, Marine Le Pen, déclare : « Présenté par le pouvoir algérien et honteusement financé par le ministère de la Culture et par nos chaînes publiques à près de 60%, ce film n'est pas une œuvre cinématographique neutre mais une œuvre de propagande » et condamne « la publicité faite à une production étrangère hostile à la France ». Le groupe parlementaire d'études sur les rapatriés, présidé par le député UMP Elie Aboud, s'insurge contre « l'utilisation d'argent public pour insulter la République ». Dans son édition du 30 avril, *Mediapart* nous informe qu'un comité « Pour la vérité historique – Cannes 2010 » « lance un appel aux parlementaires, aux élus, aux anciens combattants, aux harkis, aux pieds-noirs et aux sympathisants, pour se rassembler par milliers sur la « Croisette du 12 mai au 23 mai 2010 » afin de demander à ce que les lois françaises soient appliquées en France » contre l'apologie du terrorisme et des crimes contre l'humanité. Tandis que le site *defrancisation.com* nous apprend qu'un dépôt de gerbes, sans précédent, est organisé le 21 mai, devant le monument aux morts de l'hôtel de ville de Cannes, en présence de Bernard Brochand et de Lionnel Luca⁹. Il est clair que les anticolonialistes ne doivent pas baisser la garde face aux nostalgiques du « temps béni » des colonies : lorsqu'ils s'attaquent à la liberté de création ou multiplient les stèles à la mémoire des terroristes de l'OAS ; lorsque le pouvoir politique réactive la guerre des mémoires et tente d'imposer l'écriture d'une Histoire officielle. Le point de vue¹⁰ signé par des créateurs et des intellectuels, dont Gilles Mance-

ron et Benjamin Stora, contribue à ce combat. Pour en revenir à la compétition cannoise, le jury serait bien inspiré de récompenser *Hors-la-loi*. Cela constituerait un sérieux revers pour Lionnel Luca, Marine Le Pen et leurs amis.
Gisèle Felhendler, Gabriel Gérard

1. Son premier film *Indigènes* a reçu le Prix d'interprétation masculine en 2006.
2. *Minute*, n°2458, 28 avril 2010.
3. Lionnel Luca s'est déjà illustré dans les débats sur la loi du 23 février 2005, portant entre autres, sur le « rôle positif de la colonisation ». Plus récemment, il enjoignait les supporters de l'équipe tunisienne de football qui sifflaient la *Marseillaise* à « rentrer chez eux ».
4. Bernard Brochand est maire UMP de Cannes.
5. La présidence de la République et le secrétariat d'État à la Défense et aux Anciens Combattants ont demandé au producteur de visionner le film avant la date de sa présentation officielle.
6. Le président algérien Abdelaziz Bouteflika déclarait, le 29 juin 2005, à Tlemcen, que la loi du 23 février 2005 constituait « une cécité mentale » proche du « révisionnisme ».
7. *Le Point.fr*, 13 mai 2005.
8. « *Hors la Loi* » la réaction de Marine Le Pen, *nationpresse.info*, 15 mai 2010. Concernant le financement de cette coproduction belgo-algéro-tunisienne-française, même Lionnel Luca ne parle, dans *Minute*, que d'un financement à hauteur de 7%.
9. Le frontiste Jacques Vassieux relaie sur *Nationpresse* l'appel du Cercle algérieniste – lié aux l'Adimad – à se rendre à ce rendez-vous, dans le cadre d'une « mobilisation nationale contre l'instrumentalisation du Festival de Cannes par Bouteflika et le FLN algérien ».
10. « Le film *Hors-la-loi* de Rachid Bouchareb : les guerres de mémoires sont de retour », *Le Monde*, 5 mai 2010.





GRASSE JUSTICE POUR HAKIM !

L'ENJEU DES RETRAITES

BERNARD FRIOT

LA DISPUTE

173 PAGES - 12 EUROS

l'essai



UN livre de plus dénonçant les attaques capitalistes contre les droits, et notamment la retraite? Oui, mais qui va bien au-delà. Il explique magistralement en quoi nos droits actuels sont porteurs d'émancipation. Il trace, en somme, le « pont » entre aujourd'hui et demain. Il explicite la transition, en acte, vers l'anticapitalisme : « Toutes les institutions de sortie du capitalisme sont déjà en puissance dans notre aujourd'hui ». Et cette « puissance », selon Friot, c'est celle des conquêtes salariales, notamment celle du « salaire qui continue » sous forme de retraite. Dans cette perspective, la retraite (et tous les acquis de la Sécurité sociale, extensibles par ailleurs) est un « salaire socialisé », collectif, repère déjà présent de la possibilité de travailler librement sans subir le despotisme patronal. Cette vision de la retraite n'en fait donc pas la « récompense méritée » d'une vie de labeur, ou pire encore une rente ou un « revenu différé » préalablement économisé pendant la vie active (telle une sorte de Livret A des cotisations restituées à la vieillesse). Le modèle historique de cette conquête commence par la retraite des fonctionnaires (loi de 1853) parce qu'elle codifie effectivement la poursuite du salaire (les six derniers mois). Et que, dans la fonction publique, le grade et les droits personnels qu'il porte sont dissociés de l'emploi occupé. Friot affirme sans ambages qu'il faudrait « étendre à tous les salariés la distinction entre grades et postes », et ainsi supprimer la subordination (contenue par le contrat d'emploi dans le privé). La généralisation du droit au salaire dès 18 ans (y compris étudiant) et de la qualification personnelle sans cesse enrichie, permettrait d'« en finir avec le marché du travail ». À lire pour ceux et celles qui veulent aussi en finir avec un discours trop défensif sur la lutte en cours.

Dominique Mezzi

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

En mai 2008, Hakim Ajimi est mort à la suite d'une interpellation musclée de la police. Une ordonnance de non-lieu vient d'être rendue contre les policiers impliqués. Le comité de soutien réclame justice.



Le 9 mai 2008, en plein jour et en plein centre-ville de Grasse (Alpes-Maritimes), Hakim Ajimi, 22 ans, est mort, à la suite de son interpellation par la police. Cuisinier au chômage, Hakim s'en était ce jour-là vivement pris à un employé et au directeur de l'agence du Crédit agricole où il avait tenté sans succès de retirer de l'argent : ceux-ci avaient alors appelé la police. Hakim a été interpellé, quelques minutes après, dans la rue, par deux agents de la brigade anti-criminalité (BAC). Comme il tentait de résister, cinq policiers municipaux et quatre agents de Police Secours ont rejoint la BAC.

Onze fonctionnaires de police sont donc impliqués dans la mort d'Hakim.

Le rapport d'autopsie et l'expertise complémentaire indiquaient que « le décès résultait d'un mécanisme d'asphyxie mécanique lente avec privation prolongée en oxygène. L'origine de cette asphyxie a résulté prioritairement d'une incapacité de Hakim à assurer des mouvements respiratoires satisfaisants dus à deux causes : d'une part, une compression thoracique empêchant des mouvements respiratoires efficaces (sujet allongé à plat ventre au sol et maintenu par une pression sur le tronc) et d'autre part par un mécanisme de compression du cou par le geste de maintien type clé d'étranglement¹, en entravant la circulation du sang et de l'oxygène dans le cou ».

Les médecins ayant établi cette expertise parle d'une « mort lente et extrêmement douloureuse ».

Malgré tous les éléments scientifiques irréfutables ainsi que la présence de témoins, le juge d'instruction a accordé le statut de témoins assistés aux policiers responsables de la mort de Hakim.

La famille Ajimi et son avocat ont alors fait un recours devant la cour d'appel d'Aix qui, en décembre 2009, a statué sur la mise en examen des deux policiers de la BAC pour homicide involontaire et non-assistance à personne en danger pour l'un d'entre eux.

Le 6 mai 2010, les deux juges du tribunal de grande instance de Grasse, Catherine Bonnici et Sandrine André, rendaient une ordonnance de non-lieu partielle en faveur des deux policiers de la BAC alors que la Commission nationale de déontologie et de sécurité (CNDS) venait de rendre son rapport qui recommandait des poursuites disciplinaires à l'encontre de l'agent de la BAC pour « avoir maintenu une clé d'étranglement alors que l'usage de la force n'avait plus aucune justification et introduit Hakim à l'arrière du véhicule de Police Secours sans s'assurer de



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

sa sécurité, pour ne pas s'être rendu compte de l'état de détresse de l'interpellé, pour ne pas avoir transmis de consigne à l'équipage chargé du transport et s'être abstenu de porter assistance à Hakim en sollicitant les secours présents sur les lieux de l'interpellation ».

La CNDS recommande aussi des poursuites disciplinaires à l'encontre du policier municipal et des quatre membres de l'équipage de Police Secours.

LA MOBILISATION PAYE... MAIS DOIT CONTINUER

Dès l'annonce du décès d'Hakim, une manifestation spontanée a eu lieu dans les rues de Grasse et un comité de soutien « Justice pour Hakim » s'est constitué².

L'engagement du comité de soutien et de citoyen-ne-s (multiples rassemblements et manifestations, organisation et participation à des forums, pétitions, tirage de 5000 cartes postales, interpellation des responsables politiques) avaient permis la mise en examen des deux agents de la BAC.

Malgré la tenue d'un Forum avec l'aide du collectif « Police... Personne ne bouge » et du Forum social des quartiers populaires, de rassemblements et de manifestations, l'ordonnance de non-lieu du 6 mai 2010 montre bien la nécessité de continuer les mobilisations et n'a fait que renforcer la détermination du comité « Justice pour Hakim ».

Le comité de soutien demande notamment : - qu'une reconstitution des faits soit

effectuée en présence des témoins, - que justice soit rendue de manière impartiale et efficace au défunt, à sa famille, à tous ses proches et à la société, - d'être reçu par le sénateur maire de Grasse, Jean-Pierre Leleux, pour qu'il prenne enfin une position politique digne de ce nom,

- que soient interdites, comme dans d'autres pays européens, toutes méthodes d'immobilisation dangereuses employées par les forces de l'ordre, afin d'éviter d'autres blessures graves ou décès.

La mort d'Hakim n'est malheureusement pas un cas isolé. Mettons fin à ces graves dérives.

Le NPA 06 soutient et participe aux actions du comité « Justice pour Hakim », en condamnant aussi la politique sécuritaire, xénophobe, ouvertement raciste et antijeunes du gouvernement Sarkozy.

Le comité Cannes, Grasse, Mouans-Sartoux du NPA 06.

1. L'usage de la clé d'étranglement est condamné depuis plusieurs années par la Cour européenne des droits de l'homme.

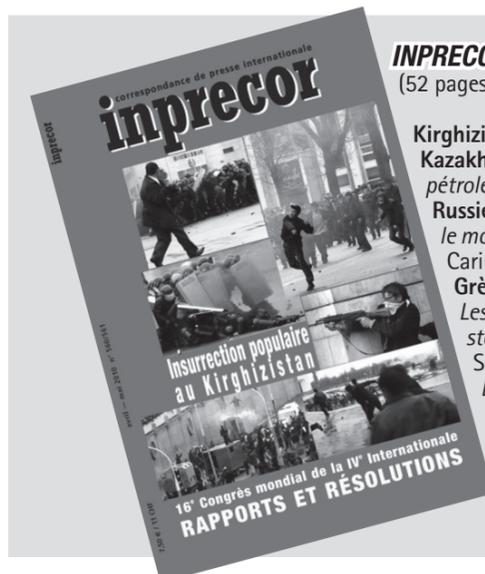
2. Comité « Justice pour Hakim » constitué des membres de la famille et leurs proches, des citoyen-ne-s, le MRAP, la LDH, Amnesty International, un Temps pour tous, UL CGT, FSU, les Alternatifs, MRC, NPA, PCF, PG, Association des musulmans du Pays grassois, FTGR, AC le Feu, Forum social des quartiers populaires, Police... Personne ne bouge,...

boîte à lettres

Pour nous écrire : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

ZEMMOUR/DIEUDONNÉ. J. T. (LOIRE) : Zemmour et Dieudonné, ne sont pas ma tasse de thé, ni l'un ni l'autre. J'ai travaillé pendant 43 ans à l'usine avec des copains noirs, des copains arabes surexploités, également des copains juifs qui avaient plus de points communs avec Job qu'avec Crésus. Cependant dans le cas Dieudonné/Zemmour, il faut relever une sacrée différence : si Dieudonné ne paraît plus dans aucune émission, excepté Ce soir ou jamais (pour s'excuser d'avoir peiné des gens), Zemmour, lui n'a reçu aucune sanction, ni du Figaro ni de France 2. Il continue chez Ruquier et sur Canal+ où il a exposé ses attaques racistes contre les noirs et les Arabes. [...] Je ne suis pas antisémite mais je suis antisioniste et la politique actuelle d'Israël est odieuse. Pas une seule sanction

internationale contre cet État voyou. [...] Cette méthode pourrait, si ce n'est déjà fait, faire renaître le véritable antisémitisme. [...] Le fric domine le monde, c'est un fait ! Tous les juifs, les musulmans, les chrétiens... le capitalisme est international, mais depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, il est clair que notre gouvernement penche du côté d'Israël. Nicolas 1^{er} et Fillon ne choisissent-ils pas le repas du Crif pour faire des déclarations de politique étrangère ? Pendant toute l'histoire de France et d'ailleurs, les juifs furent les boucs émissaires. Il ne faudrait pas qu'ils deviennent les vaches sacrées de notre époque. Égalité de traitement pour tous. La vérité reste la vérité et ne pas confondre l'antisémitisme de Dieudonné avec la réflexion sur la question. [...]



INPRECOR N° 560/561 AVRIL-MAI 2010
(52 pages, 7,50 euros)

Kirghizistan L'insurrection populaire par Jan Malewski
Kazakhstan Grève exemplaire des travailleurs du pétrole, par Jan Malewski

Russie Journée de colère du 20 mars et Étude sur le mouvement ouvrier et syndical en 2009 par Carine Clément

Grèce

Les travailleurs contre le programme dit de stabilité, par Tassos Anastasiadis et Andreas Sartzeakis

Le sens de la crise grecque, par Pascal Franchet
DOSSIER : 16^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

Abonnements : voir www.inprecor.fr, disponible à la librairie La Brèche.



TOUT EST À NOUS ! CE QUE VOUS EN PENSEZ

En novembre dernier, nous vous demandions de vous prononcer sur le journal par l'intermédiaire d'un questionnaire. Vous avez été nombreux à nous répondre. Résultats.

Plus de 500 réponses au questionnaire sur *Tout est à nous!* Ce seul résultat montre que l'avenir de notre hebdomadaire intéresse les lecteurs. Lorsque nous avons décidé de lancer cette «consultation», c'est parce que nous pensions que la formule de notre journal devait évoluer. Quoi de plus normal pour le journal d'un parti en formation!

Les résultats sont encourageants, même si les réponses sont mitigées. Ainsi pour ce qui est de l'appréciation générale du journal, 44% des lecteurs répondent bonne (36%) ou très bonne (8%) et 56% mauvaise (13%) ou moyenne (42,7%). L'appréciation des articles est encore plus partagée puisque 52% les trouvent bons (44%) ou très bons (8%) et 48% mauvais (8%) ou moyens (40%). Les trois quarts des lecteurs considèrent que les rubriques du journal sont pertinentes et encore un peu plus trouvent dans le journal des articles qu'ils n'ont pas ailleurs et environ 60% déclarent que *Tout est à nous!* est un outil militant.

Concernant les sujets que vous aimeriez voir traités, la palme revient aux luttes sociales, suivent la vie politique, l'international, l'histoire, l'environnement, l'économie, puis l'éducation, la culture, les discriminations, la santé, les médias, la jeunesse.

Sur la maquette, les avis sont partagés: 50% bonne (41%) ou très bonne (9%) et 50% mauvaise (16%) ou moyenne (34%). Le logo qui apparaît en une, divise également puisque 47% le trouvent bon (32%) ou très bon (15%) contre 53% mauvais (14%) ou moyen (39%). La présentation du journal comme la lisibilité de la une sont considérées comme bonnes dans les trois quarts des réponses.

Enfin, les dessins de Faujour sont majoritairement appréciés (77%).

POUR ALLER PLUS LOIN

Si on entre dans le détail, les pages actu et la page culture recueillent une moitié de bonnes appréciations et les pages centrales, près des deux tiers. Mais bien évidemment, au-delà des chiffres bruts, les commentaires permettent d'aller plus loin. Nous avons reçu encouragements et suggestions.

Ainsi, dans les défauts du journal, le manque d'articles de fond revient régulièrement. Vous aimeriez notamment voir plus souvent des articles historiques ou de formation. Alors même que, majoritairement, vous trouvez la taille des articles et le nombre de brèves satisfaisants, beaucoup de commentaires soulignent la difficulté de produire une analyse compréhensible dans un format d'article relativement court. En revanche, on nous reproche également des brèves un peu trop longues. Sur la rédaction des articles, le style est parfois remis en cause. En effet, vous avez l'impression qu'ils sont rédigés davantage comme des tracts que comme des articles, et que l'information n'est pas assez fouillée. De même, on nous reproche un ton péremptoire où le slogan remplace l'analyse. Par ailleurs, certains d'entre vous regrettent que le ton ne soit pas plus incisif voire humoristique. Si la plupart pensent que le rôle de notre journal est de relayer les luttes, certains préféreraient des analyses à des comptes rendus ou alors que ces derniers fassent état des difficultés rencontrées pour construire une lutte et des tactiques adoptées, afin que cela serve aux autres. Pour ce qui est des pages centrales, certains les détestent parce que trop caricaturales, trop synthétiques et d'autres les apprécient vraiment. Mais vous trouvez majoritairement qu'il vaudrait mieux utiliser la place pour ajouter des informations que de mettre une très grosse illustration. La page culture, souvent appréciée, fait également l'objet de critiques parfois virulentes (ça ne sert à rien, les sujets ne sont pas intéressants). Parmi les suggestions, on trouve également la volonté d'avoir une page dédiée à la vie des comités NPA (ce qui devrait être le cas de la page 11), que le journal rende davantage compte des débats internes à l'organisation mais également des débats avec d'autres composantes de la gauche.

SUR LA FORME DU JOURNAL.

Le titre est souvent critiqué. Nombre d'entre vous aimeraient en changer et remarquent qu'il est difficile à dire lorsqu'on vend le journal. Certains trouvent qu'il s'agit d'une *private joke* incompréhensible.

Les commentaires sur la «une» critiquent la présentation trop fouillis, trop d'articles cités et les départs d'article (alors même qu'il n'y a plus qu'un seul article au maximum dont le début est sur la une. Pour les autres, ce ne sont que des chapeaux, qui n'obligent pas à revenir en arrière pour lire l'article). Souvent vous indiquez préférer la «une» pleine page en enlevant soit les articles du côté, soit ceux au-dessus du logo, qui pour certains d'entre vous est trop gros. Concernant la maquette en général, la plupart la trouve claire, mais vous nous reprochez parfois l'espace perdu, les photos trop grosses ou de qualité inégale. D'autres la trouvent en peu triste, fouillis, vieillotte... Les dessins de Faujour sont particulièrement appréciés, même si certains d'entre vous les détestent.

Au final, nous vous remercions d'avoir pris la peine de remplir ce questionnaire. Nous tiendrons bien sûr compte de vos suggestions pour la nouvelle formule du journal qui devrait sortir à la rentrée de septembre. D'ici là, n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et retrouvez-nous à l'université d'été du NPA où se tiendront un débat et deux ateliers consacrés au journal.

La rédaction

Âge moyen	46 ans	
Êtes-vous abonné?	oui 82%	non 18%
Si non, où achetez-vous <i>Tout est à nous</i> ?	kiosque 23%	militants 77%
Êtes-vous membre du NPA ?	oui 85%	non 15%
Étiez-vous abonné-e à la presse de la LCR ?	oui 55%	non 45%
Vendez-vous <i>Tout est à nous</i> ?	oui 26%	non 74%



LE N°10 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur les retraites. Une interview de Laure Pitti et une tribune de Pierre Tévanian et de Sylvie Tissot sur le débat sur l'identité nationale, une interview de Casey et Roçé, des articles sur la crise en Grèce, sur les résultats des élections en Italie... et bien d'autres encore !

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire ci-contre. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, en rappelant vos coordonnées bancaires et en indiquant que vous souhaitez que votre prélèvement inclue la revue.

À PARAÎTRE...



Au sommaire :
À quoi sert l'université dans le système capitaliste ? L'université aujourd'hui : que veulent les patrons ? L'université avant le tournant néolibéral - De la globalisation capitaliste au processus de Bologne - Résistance ! L'université

au cœur des luttes sociales - Université-Recherche : des personnels divisés et peu organisés - Mouvement de 2009 - Savoir et émancipation - Replacer l'éducation dans la société comme moyen d'émancipation - Replacer la recherche dans la société... La brochure sera disponible dès la semaine prochaine au prix de 2 euros. N'hésitez pas à la commander à l'adresse ci-contre et en joignant un chèque.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C., 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER:
NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo	6 mois	1 an
	28 euros	56 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	50 euros	100 euros
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo	6 mois	1 an
	20 euros	40 euros
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	38 euros	76 euros
Abonnement à la revue mensuelle	6 mois	1 an
	22 euros	44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo	6 mois	1 an
	45 euros	90 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	65 euros	130 euros





Marche des sans-papiers ÉTAPE À LYON

La délégation des marcheurs sans papiers du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, qui rejoint Nice pour le sommet France-Afrique, a fait étape à Lyon pour trois jours.

Une équipe de militant-e-s s'est constituée à cette occasion, réunissant des partis politiques (NPA, PCF, GU, OCL, VP), des associations (LDH, Mrap, Survie, AAFD, Attac, La Friche), la librairie La Gryffe, des collectifs (RESF, RUSF, collectif jeunes majeurs, le collectif 69 de soutien aux sans-papiers, les Cercles du silence, le FSQP) et des syndicats (Sud Éducation et CGT Renault).

Le nombre de participant-e-s, la motivation et la proposition du lieu ont assuré la réussite de cette étape à mi-parcours de la Marche.

La Friche, lieu alternatif à Lyon dans

l'ancienne usine Renault Lacassagne et dont les «frichards» assurent la réhabilitation et l'animation, a proposé d'héberger les marcheurs.

Ceux-ci ont occupé la place des Terreaux à Lyon, où plusieurs centaines de personnes les attendaient. Après une prise de parole devant la mairie, la traversée de Lyon s'est faite avec un cortège animé.

Trois jours passés ensemble ont permis d'échanger, de proposer conférence et projection.

Les soutiens ont accompagné le cortège avant de passer le relais aux étapes suivantes en direction de Vienne. Mais dans le cortège, on parlait déjà de s'organiser pour aller à Nice.

Le bilan humain et politique est très positif. L'accueil de la Marche a redynamisé l'action collective de soutien aux sans-papiers à Lyon.



Rassemblement des marcheurs sans papiers et de leurs soutiens à Lyon. (HOMOPOLITICUS69)

LE CHIFFRE

5,43 %

C'est la progression du chiffre d'affaires global des entreprises du CAC 40 pour les trois premiers mois de 2010 par rapport à ceux de 2009. Les principaux bénéficiaires de cette embellie sont Renault (+ 28%), Total (+25%), Arcelor-Mittal (+23%) et Peugeot (+22,8%). Quant aux banques, l'année de la crise a été tout aussi bénéfique pour elles (+32,6% pour la Société générale). Au vu des intérêts du prêt accordé à la Grèce, on peut facilement prévoir que ces bénéficiaires vont continuer d'exploser dans les prochains mois pour les banques françaises.

GRÈVE DES POSTIERS.

À l'appel de la CGT et de Sud-PTT, des postiers des Hauts-de-Seine sont en grève depuis le 26 avril pour protester contre les restructurations des tournées organisées dans le département par le projet «Facteurs d'avenir». Pour être enfin reçus et négociés, ils ont occupé le 10 mai les locaux de la direction départementale de La Poste à Nanterre. La direction répond à la grève par la répression des militants en prononçant des mises à pied, des suspensions et des blâmes. Question avenir, le projet de La Poste consiste à dégrader le service postal et à réduire les emplois en supprimant des tournées. Celles-ci deviennent interchangeables et les postiers ne sont plus attachés à un quartier, ce qui rallonge leurs tournées car l'efficacité d'un facteur est basée sur la bonne connaissance de son quartier. Pour gagner, la grève doit s'étendre dans le département avec le soutien des usagers.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

VEOLIA L'EMPORTE ENCORE.

L'appel d'offres organisé par le Syndicat des eaux d'Île-de-France (Sedif) est sur le point d'être remporté par Veolia. La multinationale fournit déjà cette prestation (hors Paris) depuis 86 ans. Elle va être reconduite pour dix ans avec un marché énorme de 4 milliards d'euros concernant 144 communes. L'UFC Que Choisir a dénoncé les surfacturations pratiquées en Île-de-France, évaluées à 90 millions d'euros par an. Le prix de l'eau, très supérieur à son coût de production, est 41 % plus cher que celui de Paris. On comprend pourquoi le PDG de Veolia, Henri Proglio, ami de Sarkozy, qui porte aussi la casquette de PDG d'EDF, a été remercié pendant des années avec un salaire annuel de 450 000 euros. Exigeons l'annulation de cet appel d'offres et une gestion entièrement publique de l'eau potable.

AIRBUS: «TOUT ÇA POUR ÇA!»

Voilà le sentiment de nombreux salariés d'Airbus à Toulouse après la signature de l'accord entre la direction et les syndicats (exceptées la CGT et la CFDT) qui a mis fin à la grève (lire article dans *Tout est à nous!* n° 54). La palme revient à la CFTC qui a publié un tract le 4 mai dans lequel elle revendiquait 2,5% d'augmentation, juste avant les négociations entre la direction et l'intersyndicale (dont la CFTC faisait partie) qui réclamait 3,5%! Déjà, la «suspension» du blocage du bâtiment C40 par FO était mal passée. Les grévistes ont vite compris que FO, syndicat majoritaire, se préparait ainsi à accepter les propositions de la direction. Pendant la semaine de négociations, les délégués de FO ont incité les salariés à accepter les propositions de la direction sans quoi elle reculerait (à 2,3% au lieu de 2,5%)! Cela se règlera certainement aux élections professionnelles qui auront lieu en novembre.

EXÉCUTIONS EN IRAN.

Cinq militants iraniens, dont quatre kurdes, ont été pendus, le 9 mai, à la prison d'Evin de Téhéran. Ils ont été accusés d'être des «ennemis de Dieu» et de terrorisme. Trois d'entre eux ont été torturés et les deux autres forcés à faire des aveux. Les organisations kurdes en Iran ont démenti leur participation à des actes terroristes. Comme le dit le porte-parole du KDP, «un régime qui considère que les tremblements de terre sont une punition car des femmes ne portent pas le voile n'a pas de crédibilité quand il essaye de lier des mouvements de protestation à du terrorisme». Le 13 mai, une grève générale a été très suivie dans les villes du Kurdistan iranien pour protester contre ces exécutions. Quinze autres militants attendent la mort en prison. Ces exécutions constituent une tentative de dissuader les manifestations qui se préparent pour le premier anniversaire de l'élection frauduleuse d'Ahmadinejad.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Selon un bilan de l'assurance maladie effectué le 17 mai, le nombre de déclarations d'accidents du travail (DAT) faites par les entreprises via internet a subi une constante augmentation en 2009. On compte environ 215 000 DAT dématérialisées sur un total de 1 429 132, nombre qui augmente constamment jusqu'à atteindre pour le mois de février 2010 près de 28 467 déclarations. Principalement issues du travail temporaire, de l'action sociale et des services de nettoyage, cette augmentation du nombre de DAT est particulièrement révélatrice des conditions de travail actuelles dans certains secteurs. L'assurance maladie n'a probablement pas pris la mesure du problème puisqu'elle pense enrayer cette augmentation en adressant seulement un «e-mail de sensibilisation» aux entreprises dont le nombre de DAT est élevé. Voilà qui va certainement empêcher les accidents!

“ NO COMMENT ”
Ce dont l'Espagne a le moins besoin en ce moment, c'est d'une grève générale.
IGNACIO FERNÁNDEZ TOXO,
SECRÉTAIRE DU SYNDICAT CCOO

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr